

Rapport annuel
2015-2016



POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
*Développement
international*



CHANGER D'ÉCHELLE



**Prenez la clé des champs,
allez voir, lire et écouter**

Le rapport annuel 2015-2016 nous entraîne dans le temps, les résultats et les risques à gérer.

Une vidéo nous transporte au Sénégal sur *La route qui «souriz»*.

Beau regard sur ces deux témoignages d'un engagement soutenu pour le développement de l'agriculture familiale.

« Les mots sont des îles. Des refuges. Des ancrages à travers les remous de l'existence. Les mots arrêtent le temps. Ils donnent la chaleur aux sentiments. »

Maryse Lapierre,
comédienne et metteuse en scène.

Note aux lectrices et aux lecteurs

Sur le plan du vocabulaire nous employons les mots paysannes et paysans, agricultrices et agriculteurs, productrices et producteurs ou encore entrepreneurs, comme des synonymes.

Pour désigner les organisations du Sud avec lesquelles nous travaillons de plus en plus, nous utilisons « organisation professionnelle agricole » (OPA) ou encore « organisation professionnelle agricole partenaire » (OPAP). Toutefois, nous continuons à utiliser assez fréquemment « organisation paysanne » (OP) et parfois organisation de producteurs (OP).

Le gouvernement canadien a décidé en 1968 de mettre en place l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui relevait du ministre responsable de la coopération internationale. En 2013, les ministères des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération internationale sont fusionnés, mais chacun conserve son ministre. Cela devient le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD). Depuis décembre 2015, le MAECD est devenu Affaires mondiales Canada (AMC). L'honorable Marie-Claude Bibeau est la titulaire de l'aspect « Développement » en tant que ministre du Développement international et de la Francophonie. Dans le présent document, nous allons toujours utiliser l'appellation Affaires mondiales Canada (AMC) même si des événements relatés peuvent avoir eu lieu lorsque AMC portait un autre nom.



2





Table des matières

- Introduction..... 4
- Mot du président..... 5
- Mot du secrétaire général..... 6
- Mot du partenaire..... 7
- I - Contexte: Une nouvelle échelle de risques..... 8
- II - Moussa et Picasso 10
- III - Résultats d'une coopération soutenue..... 17
- IV - Résultats et histoires..... 24
- V - Contribution d'UPA DI 35
- Tableau des partenaires..... 45
- Artisanes et artisans 46
- À tous les paliers de l'échafaudage 48
- Post-scriptum..... 48



Introduction

Changer l'échelle de qui...

- Changer de papier à sans-papier.
- *Biodiversité économique – Code d'accès à l'agriculture familiale*¹ et puis après...
- À l'échelle, mise à l'échelle, changer l'échelle, de l'escabelle à l'escabeau, changer d'échelle... L'impact des programmes *Les Savoirs des gens de la terre* et *Réseau Agro-Innov*.
- Les différents barreaux du rapport 2015-2016.
- Moussa et Awa: des résultats échelonnés dans l'histoire...

Changer d'échelle

L'an dernier, nous écrivions, dès les premiers mots, que le rapport annuel conservait résolument et absolument son âme. Du même souffle, nous affirmions qu'il abandonnait toute alimentation en matière ligneuse ainsi que toute forme de couverture en papier. Puisque les mots voyagent sans papier, nous récidivons.

Biodiversité économique – Code d'accès nous a conduit à « L'agriculture familiale est une des espèces vivantes dans les différents types d'agriculture pratiquée sur la planète et elle a, évidemment, son propre caractère génétique. » Cette année, *Changer d'échelle* se pose comme un défi incontournable afin de donner plus d'ampleur, plus d'impact aux solutions et outils que nous mettons en place afin de développer l'agriculture familiale.

L'échelle, outil de travail des pompiers, ouvriers, ramoneurs... L'échelle, symbole de progression, voire de réussite. Au sens figuré, on parle aussi de changer d'échelle. Concrètement, depuis plusieurs années, UPA Développement international (UPA DI) a parmi ses programmes majeurs avec les organisations paysannes partenaires :

- *Les Savoirs des gens de la terre*, principalement réalisé au Sénégal et en Haïti.
- *Coopération volontaire*², permettant des échanges entre des gens d'ici et d'ailleurs, particulièrement des productrices et producteurs agricoles ainsi que des conseillères et conseillers dans le secteur agricole et plus largement agroalimentaire.



Changer d'échelle, c'est prendre des solutions donnant de bons résultats et de les réaliser à une échelle plus grande. Augmenter le nombre de pays, d'OP partenaires, de personnes et de familles à rejoindre, d'échanges ainsi que de résultats économiques et organisationnels et, le tout, avec plus d'efficacité et d'efficience. Dit autrement, si tu as de bons rendements tant quantitatifs que qualitatifs sur une petite parcelle de sorgho, c'est d'adapter tes pratiques pour avoir les mêmes rendements dans un grand champ.

Le présent rapport nous fera gravir les barreaux suivants :

- Le contexte dans lequel nous travaillons avec les organisations paysannes partenaires marquées par une insécurité malheureusement grandissante. Pourquoi continuer?
- Des résultats globaux qui illustrent le début du changement d'échelle.
- Une vision pays par pays afin de mieux comprendre et apprécier les résultats atteints au cours de la dernière année.

La contribution d'UPA DI à l'accroissement des résultats développementaux.

Moussa et Awa vont nous apprendre comment certains résultats actuels sont le fruit de l'expertise cumulée au fil des ans, même s'ils se sont manifestés et concrétisés, durant la dernière année. Comment les résultats sont d'abord et avant tout la récolte liée à l'histoire d'un partenariat, non pas à courte vue, mais bien sur une échelle continue, ancrée dans la durée, le temps?

Bonne lecture!

¹ Titre du rapport annuel 2014-2015 d'UPA Développement international
² Programme maintenant appelé *Réseau Agro-Innov*

Mot du président



M. Marcel Groleau

Une question percutante

- Comment faire la différence?
- Collectivement c'est possible.
- Le Congrès général de 2012 fait LA différence.
- En faire autant avec 5 \$...

Histoire de faire la différence

Dans le monde dans lequel nous évoluons, une question est souvent posée fort simplement et de façon tout à fait percutante. Comment pouvons-nous faire la différence devant pareille situation? Que l'on parle de l'impact du commerce mondial sur nos vies. Que l'on traite du rôle de l'État dans les institutions qui nous gouvernent. Ou encore que l'on aborde la gestion des risques devant l'insécurité grandissante, la réponse est toujours beaucoup plus complexe que la question.

Cependant, je suis habité par le sentiment que nous avons collectivement et individuellement la possibilité d'agir sur le cours des événements. Les membres de l'UPA savent que collectivement ils ont la capacité de changer des choses. Dans certains cas, il arrive même qu'ensemble nous fassions la différence.

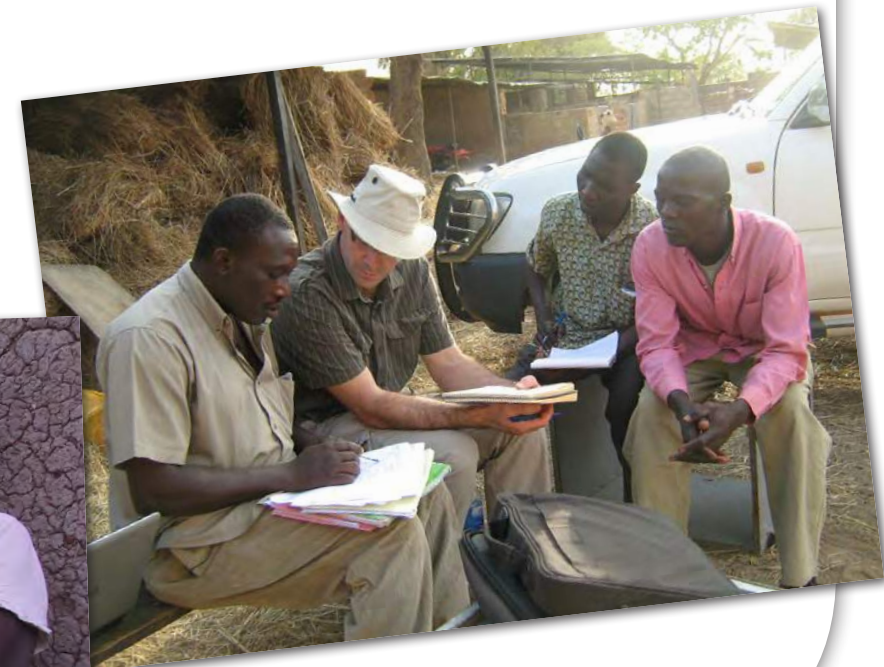
À ce titre, l'exemple d'UPA DI est intéressant. À voir les résultats que nos partenaires terrains obtiennent avec l'appui de notre organisation, il est indéniable que nous pouvons faire une différence. Cela est de plus en plus remarqué et de mieux en mieux reconnu.

En 2012, les membres de l'UPA réunis en Congrès général ont voté, quasi unanimement, afin que chacune et chacun acceptent que cinq dollars de sa cotisation soutiennent le développement. À ce moment-là, ils ont fait le choix de faire la différence!



Peu de temps après, Affaires mondiales Canada (AMC) a lancé une série d'appels à propositions de projets. Si UPA DI n'avait pas pu compter sur cet appui financier venant des membres de l'Union, elle n'aurait pas été en mesure de faire des propositions innovantes. Aujourd'hui, nous pouvons être fiers des résultats obtenus. D'abord dans les pays où nous sommes présents, également par le fait que nous avons obtenu plusieurs projets qui nous permettent d'offrir le meilleur de nous-mêmes avec toute l'expertise sur laquelle nous pouvons compter.

Lorsque vous lirez ce rapport, vous serez à même de comprendre pourquoi un producteur m'a dit, à la lecture des résultats, qu'il ne croyait pas qu'on pouvait faire autant avec 5 \$.



Mot du secrétaire général



M. André D. Beaudoin

Donner une autre dimension

- Dépassement des limites atteintes à ce jour.
- Nouvelles personnes qui se joignent à UPA DI.
- Nouveau mode de fonctionnement.
- Partage des efforts entre la souveraineté alimentaire des nations et la sécurité physique des personnes.

Échelle sur des points d'appui fiables

Changer d'échelle, donner une autre dimension à nos interventions, dépasser les limites atteintes à ce jour, voilà ce à quoi les bailleurs de fonds nous ont conviés cette année, en particulier Affaires mondiales Canada. On nous a invités à nous surpasser, à démontrer que nos succès de coopération peuvent se traduire en programme de développement d'envergure nationale dans certains de nos pays d'intervention.

Vraiment stimulant comme situation! Il y a dans cette nouvelle approche la reconnaissance que nos actions peuvent faire la différence. Il y a aussi la notion de défi nous obligeant à nous dépasser. En effet, prendre un programme phare comme LSGT et en faire un outil de changement à l'échelle d'un pays, ce n'est pas une mince tâche.

À preuve, la mesure des changements introduits dans la vie d'UPA DI suite au recrutement de six nouvelles personnes au cours de la dernière année. Ceci a engendré des ajustements à notre mode de fonctionnement. Un comité de gestion a été formé, il se rencontre avant chaque réunion du comité de direction et ce dernier répond de ses gestes devant le conseil d'administration. Le comité de direction est lui-même en transition, puisque deux nouveaux cadres se sont joints à l'équipe en vue de prendre la relève.

Comme si cela ne suffisait pas, nous avons dû partager nos efforts entre la souveraineté alimentaire des nations et la sécurité physique des personnes. En effet, l'accroissement du terrorisme nous a conduits à revoir nos processus et mesures de sécurité. En fait, nous avons mis en place des dispositifs jamais déployés en 24 ans de coopération.

Comme vous pouvez le constater, nos nouvelles perspectives ne forcent pas uniquement le changement de dimension. Elles nous obligent à revoir chaque barreau, à vérifier chaque point d'appui. Pour aller au bout de notre démarche, il ne suffit pas d'avoir une plus grande échelle, il faut qu'elle repose sur du solide. En ce sens, l'histoire d'UPA DI témoigne de toute la mesure dont nous sommes capables.



LSGT
PROGRAMME "Les Savoirs des Gens de la Terre"
Projet Collectif de LONKANE
Financement: ACDI **Partenariat: UPA-DI / UGPM**

Mot du partenaire



M. Mohamed Bengoumi
Responsable de la production et de la santé animale. Coordonnateur du programme d'appui aux organisations professionnelles. Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord.

L'échelle de la sécurité vient de loin

- L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a été mise en place en 1945 sur la base de la corrélation entre la sécurité mondiale et la sécurité alimentaire.
- Les changements climatiques, menaces additionnelles à la sécurité alimentaire, renforcent la pertinence, voire la nécessité d'une organisation comme la FAO.
- En 2013, la FAO associe UPA DI à ses efforts pour la promotion de l'agriculture familiale et le soutien aux organisations professionnelles agricoles et de la pêche.

L'unité des Peuples et des Nations

L'Organisation des Nations Unies a été créée le 26 juin 1945 dans le but de renforcer la sécurité et la paix mondiales. Conscients que la sécurité mondiale ne peut être garantie sans la sécurité alimentaire, 42 pays se sont réunis, le 16 octobre 1945 au Québec, pour créer l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). L'objectif visé était de libérer l'humanité de la faim et de la malnutrition ainsi que de gérer les systèmes alimentaires de façon efficace au niveau mondial. La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine.

L'accroissement soutenu de la population mondiale et, par conséquent, celui de la demande pour les produits alimentaires, la limitation des facteurs de production et le changement climatique sont des défis majeurs pour la sécurité alimentaire mondiale. Afin d'y répondre, la FAO s'est fixée cinq objectifs stratégiques : i) contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition; ii) intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches; iii) réduire la pauvreté rurale; iv) veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international; v) améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

Reconnaissant le rôle important des organisations professionnelles dans la sécurité alimentaire, la FAO appelle à l'établissement de partenariats avec celles-ci pour des stratégies de sécurité alimentaire et de développement rural efficaces.

Le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord a développé, depuis quelques années, un partenariat avec UPA DI afin de renforcer les capacités des organisations professionnelles agricoles et de la pêche au Maghreb. Ce partenariat stratégique a permis d'organiser des formations dans plusieurs domaines, notamment l'analyse de la performance des organisations professionnelles, la gestion financière des organisations et des petites exploitations agricoles ainsi que la planification stratégique et la gestion des projets. Des outils pédagogiques, tels que des guides pour les formateurs et des manuels à l'intention des participants, ont été développés pour appliquer ces nouveaux apprentissages. Les formations par les pairs, soit par des experts d'UPA DI, une organisation de producteurs au Canada, sont fort appréciées par les organisations professionnelles maghrébines. De plus, des projets de développement ont été formulés conjointement. Ce partenariat fructueux FAO/UPA DI est amené à se renforcer dans les années à venir.

I - Contexte: Une nouvelle échelle de risques

« Concernant UPA Développement international, il faut dire que la vision de départ est devenue, au fil du temps, partie intégrante de la mission de l'Union. »

Marcel Groleau,
président de l'UPA.



Une nouvelle échelle de risques

- Aller à la rencontre des *Autres* afin de participer au développement.
- Un sentiment d'insécurité grandissant suite à la multiplication des attentats.
- Crainte habitant surtout nos partenaires et leurs familles.
- Meilleure gestion des risques liés aux activités de coopération en se rappelant que la coopération n'a jamais été sans risque.
- Des dispositions pour mieux répondre à l'ensemble des risques potentiels: nouvelle politique, mécanisme de veille, etc.

Des rêves plein la tête, la peur au ventre

Faire de la coopération pour participer au développement suppose d'aller à la rencontre des autres. On ne compte plus le nombre de missions nous ayant permis de découvrir les peuples nomades du Niger, les Dogons du Mali, les Peuls du Nord Cameroun et combien d'autres encore. Jusqu'à tout récemment, nous le faisons dans de très bonnes dispositions. Chaque fois, nous étions reçus par des gens heureux de partager leurs différences et, bien souvent, la nourriture qu'ils gagnent si durement.

Dans ce climat d'insécurité grandissante faisant suite à la multiplication d'attentats terroristes, force est de constater qu'il y a quelque chose de perdu. Ce n'est pas le goût de poursuivre, encore moins de réaliser nos rêves. Ce qui se perd c'est le sentiment de bien-être qui accompagnait chacune de nos interventions. Il est remplacé par un souci de chaque instant. Bien évidemment, cette crainte nous tenaille dans chacun de nos déplacements. Surtout, elle habite chez nos partenaires. Elle loge dans chaque famille, vivant au quotidien, entourée d'éléments et de facteurs pouvant exploser à tout moment. Les principales victimes, ce sont ces populations prises en otage de façon permanente et très souvent qui deviennent la cible d'attaques arbitraires. Attaques «visant le blanc tuant le noir».

Puis, il y a celles et ceux que l'on invite au Canada dans le cadre de nos activités et que l'administration ne traite pas toujours avec toute la considération réservée à des amis. Comme si l'on cherchait à cacher nos peurs en refusant l'accès à notre territoire à ces personnes que l'on côtoie pourtant au quotidien dans leurs pays.

Il est essentiel dans ce contexte de prendre toutes les dispositions afin de mieux gérer les risques liés à nos activités de coopération. Justement, en cette matière, le terrorisme est le dernier risque que nous ayons dû introduire dans nos schèmes de référence. Toutefois, il faut savoir, ou se rappeler, que la coopération n'a jamais été sans risques.

Les catastrophes naturelles, ouragans, tremblements de terre et autres. Les acteurs locaux dérangés par nos actions bousculant leurs façons de faire. Des autorités indisposées par nos agissements. Sans compter les risques d'accidents, de blessures, de maladies et de soins déficients. Ce sont autant de vecteurs d'insécurité avec lesquels nous devons composer.

C'est dans ce contexte que nous avons pris de nouvelles dispositions pour mieux répondre à l'ensemble des risques potentiels. En sachant aussi que, statistiquement, le risque du terrorisme est de loin celui qui nous menace le moins, mais qui marque le plus.

Les dispositions prises sont les suivantes :

- Une nouvelle politique de gestion des risques a été élaborée.
- Un comité de gestion des risques a été créé.
- Un mécanisme de veille par pays d'intervention a été mis en place.
- Une formation à la fois obligatoire et, surtout, plus élaborée est dispensée à toute personne intervenant dans nos activités de coopération.
- Un mécanisme de mise à jour de nos pratiques a été introduit.

Ces nouvelles dispositions favoriseront une plus grande quiétude. Toutefois, gardons-nous bien de substituer la sécurité à la solidarité!



II - Moussa et Picasso

« Les Savoirs des gens de la terre n'est pas un programme, il s'agit d'un mode de développement continu. »

André D. Beaudoin,
secrétaire général
UPA Développement
international (UPA DI).





Moussa et Picasso

Pour les personnes qui ne connaissent pas Moussa, rappelons qu'il est un pêcheur et un paysan africain d'un certain âge. Son village est Bunchibourara. Il a plusieurs enfants et sa fille aînée, Awa, demeure au Québec depuis plusieurs années. Elle travaille pour une organisation québécoise de coopération internationale, Enfaire.

Depuis plus de 15 ans, UPA Développement international (UPA DI) recueille les réactions de Moussa et d'Awa sur les différents thèmes abordés dans ses rapports annuels. Parfois, d'autres membres de la famille et d'autres paysans du village ou d'ailleurs sont mis à contribution.

22 mars 2016

Moussa est dans son village de Bunchibourara et il a commencé à discuter avec sa fille Awa qui est à Bruxelles, en Belgique, afin de participer à une conférence sur la notion de résultats en développement international. La conversation se fait parce que Moussa nomme la machine à paroles... mais mieux connue sous l'appellation « Skype »...

- Awa: Je vais bien Papa, mais il y a de quoi s'inquiéter.
- Moussa: Ma fille, il y a eu plusieurs morts dans cet attentat à l'aéroport et à la station de métro. Ta petite sœur Orokiatou m'a montré des images provenant de la machine à paroles. Ces images font peur.
- Awa: Vous avez raison Papa! C'est le chaos dans les rues, dans le métro, à l'aéroport. Je suis tout de même en sécurité, même si j'ai encore peur.
- Moussa: Où est mon petit fils?
- Awa: Thierry et sa compagne Miranda sont dans leur chambre; nous sommes tous dans le même hôtel. Nous nous rassurons mutuellement.
- Moussa: Ces prétendus soldats de Dieu sont tous des assassins sanguinaires. Ils croient être des soldats courageux engagés dans une guerre sainte. Ils sont bien les seuls à le croire.
- Awa: Ils sont partout maintenant. On ne sait jamais quel pays sera le prochain. Ce sont des tirs, des explosions qui tuent et qui propagent la peur.



- Moussa: Je sais ma fille, la peur est aussi ici. Il continue à y avoir plusieurs attentats sur notre terre d'Afrique. Ces assassins circulent en Syrie, Libye, etc., ils viennent se former dans nos déserts, ils prennent en otage nos populations, ils attirent nos jeunes en mal d'espoir et ils font des centaines de morts dont la très grande majorité sont des musulmans. Des fanatiques se croyant musulmans et qui tuent leurs frères sous prétexte de vouloir nous libérer des forces du Mal. Comme le proverbe le dit: « Si tu veux faire quelque chose pour moi et que tu le fais sans moi, tu le fais contre moi. »
- Awa: C'est la mondialisation de la terreur et grr grr kroush krissssss...
- Moussa: Orokiatou qu'est-ce qui arrive avec la machine à paroles?
- Orokiatou: Il y a un problème de connexion. Trop de monde essaie de se parler en même temps à Bruxelles.
- Moussa: J'espère juste qu'on n'a pas tiré sur la machine...

23 mars 2016

Ce n'est que 24 heures plus tard que Moussa peut poursuivre la discussion avec Awa. Ils sont déjà en ligne depuis quelques minutes...

- Awa: Oui Papa, je vais mieux, il ne faut pas vous inquiéter. Vous m'aviez dit que des visiteurs viendraient au village?
- Moussa: Oui, nous allons recevoir des spécialistes de la terre du Québec dans quelques jours. Il y a un dénommé Alain Sansoucy et Martine Sansregret...
- Awa: Papa...
- Moussa: Mais quoi? Ce n'est pas moi qui ai choisi leurs noms. Ne t'inquiète pas, ils seront accueillis avec notre hospitalité coutumière. Ils viennent rencontrer les gens de notre village et de notre groupement paysan.
- Awa: De quoi veulent-ils discuter?
- Moussa: De la même chose que toi, des fruits...
- Awa: Quels fruits???
- Moussa: Les fruits du travail, ce que vous appelez les résultats.
- Awa: Oui, oui, nous avons déjà parlé ensemble de cette question.



- Moussa: L'an dernier, j'ai produit 100 sacs de mil. Cette année, sur la même parcelle, j'en ai eu 125. Les 25 sacs de plus vont me permettre d'en vendre plus avec notre organisation. Ça, c'est des « résultats », mais c'est surtout le fruit de notre travail.
- Awa: Il ne faut pas oublier que la priorité c'est que le grenier de la famille soit bien garni. C'est vraiment un très bon rendement que vous avez eu.
- Moussa: Tu sais ma fille, « À force de courir pour attraper les poulets, on finit par courir plus vite qu'eux. » Ce n'est pas le fruit d'une année, c'est l'histoire d'une vie.
- Awa: Je comprends Papa, mais c'est la première fois que vous récoltez 125 sacs dans ce champ-là. Je vais devoir vous laisser. Je vais à la cérémonie pour la Paix qui doit commencer bientôt. Thierry et Miranda sont déjà là-bas.
- Moussa: Prends bien soin d'eux.

Visite au village par Alain Sansoucy et Martine Sansregret avec comme sujet: l'étude des résultats atteints au niveau du développement de l'agriculture. En plus de Moussa comme président du groupement, on retrouve le chef du village, le chef de terres et la vice-présidente du groupement, Rabia. La discussion est déjà engagée depuis un bon moment...

- Rabia: Comme le Président vous l'a expliqué, nous avons fait plusieurs choses ici. Je vous les résume:
 - On a beaucoup plus d'animaux d'élevage.
 - On garde les animaux avec des barrières et on ramasse le fumier pour faire du gaz.
 - On a plus de membres dans le groupement.
 - On a doublé le nombre de champs cultivés.
 - On a aussi un nouveau forage avec une bonne pompe.
 - Une pépinière aussi pour les acacias et d'autres sortes pour planter des arbres.
 - Nous vendons ensemble les surplus de nos champs.
 - Nos familles vivent mieux.
 - Etc., etc.
- Alain: Merci beaucoup madame Rabia. C'est vraiment une liste intéressante d'activités réalisées ici à Bunchibourara. Cependant, il va falloir préciser ce qui a été fait dans la dernière année parce qu'on veut savoir les résultats que vous avez obtenus en 2015-2016.



- Martine : Précisément, qu'est-ce qui a changé au cours de la dernière année?
- Rabia : Je peux dire qu'on reçoit l'aide d'une organisation paysanne du Québec, avec M. Tremblay de l'UPA. Ensemble, on a fait ce que je vous ai dit.
- Chef du village :
On voulait faire plus d'élevage pour avoir plus de viande à manger et à vendre. Dans nos causeries avec Tremblay, il a dit de mettre les animaux dans des enclos. Cela a chauffé... Chez nous, les animaux vont partout. Tremblay puis son « chum » Besner ont dit oui, mais en enclos vous allez pouvoir ramasser les fumiers, les mettre dans le biodigesteur qui lui va faire fonctionner deux « foyers très améliorés » puis une lumière. En plus, les femmes n'auront pas à transporter du bois de chauffe sur de longues distances qu'ils ont dit. Finalement, cela prend moins de bois. Cela a commencé comme ça.
- Martine : Nous allons essayer de démêler tout cela ce soir et l'on s'en reparlera demain...

Le lendemain matin, autour d'un verre de thé pour certains et d'une tasse de Nescafé pour d'autres...

- Martine : Nous avons discuté Alain et moi et voici ce que nous avons compris. Vous avez réalisé beaucoup de choses depuis que vous êtes appuyés par l'UPA.
- Moussa : Oui, mais on ne peut pas dire qu'on a eu tous ces résultats dans un an. Écoutez Mme Martine, quand nous avons commencé à travailler avec l'UPA, Tremblay nous a fait une grande leçon sur les « résultats ». Depuis, chaque année à la fin de la campagne, lors de la récolte, quand nous remplissons nos greniers et qu'ils débordent, nous nous souvenons de cette leçon. Il nous a raconté une histoire qui parle d'un grand peintre.
- Martine : L'histoire parlait de résultats?
- Moussa : Exactement!
- Alain : De quel peintre a-t-il parlé?
- Moussa : À vrai dire, moi je ne le connaissais pas. Il semble qu'il s'appelait Picasso.
- Martine : Wow! C'est tout un artiste, mondialement connu et reconnu. Ses toiles valent des millions de dollars. Mais je ne vois pas trop comment il aurait pu s'intéresser à la notion de résultats...



- Moussa: Tremblay nous a raconté qu'un jour Picasso, déjà avancé dans son âge, était au restaurant avec un de ses très grands amis. Une dame arrive et elle s'assoit tout près, juste à la table d'à côté quoi. Elle ne voulait pas, comme vous dites au Québec, «Écouter aux portes», d'ailleurs je ne comprends pas comment on pourrait le faire quand il n'y a pas de porte... Toujours est-il qu'elle se rend compte qu'un des hommes est probablement M. Picasso.
- Martine: M. Moussa, êtes-vous en train de nous raconter une blague?
- Moussa: Vous allez voir... Elle s'étire et, du «coup», elle interrompt timidement M. Picasso et son ami! Elle dit: «Excusez-moi messieurs, je ne veux pas vous déranger, mais vous monsieur vous ne seriez pas M. Picasso?». L'homme la regarde comme pour lire dans son âme et, amusé, il lui répond: «Comment avez-vous fait pour me reconnaître?» Elle lui dit avec une voix qui boite, parce qu'elle était bien impressionnée: «Je suis vraiment une très grande admiratrice de vos œuvres ou plutôt de vos chefs-d'œuvre!»
- Alain: C'est vraiment passionnant votre historiette, M. Moussa, mais j'ai bien hâte de voir comment cela va finir...
- Moussa: M. Alain, imaginez-vous donc que notre dame lui a même demandé de lui faire un «petit dessin» sur un truc en papier que vous placez sur la table sous le plat.
- Martine: Un napperon vous voulez dire.
- Moussa: Exactement, merci madame Martine! Bon, un peu dans l'embarras, M. Picasso prend le napperon en papier, sort sa plume et fait ce que j'appellerais un genre de gribouillis... Puis il redonne le napperon à la dame.
- Martine: Elle devait être très contente et surtout très émue...
- Moussa: C'est certain! Mais elle ne savait pas qu'elle n'était pas encore rendue au bout de sa récolte...
- Alain: Martine, il faut arrêter d'interrompre M. Moussa, sinon on va manquer notre prochain rendez-vous à la capitale.



- Moussa: Donc la Dame commence à remercier M. Picasso comme jamais quelqu'un a remercié dans tout le village. Puis, essoufflée par tous ces mercis elle dit « Mon très cher ami, je pense que je dois quand même vous offrir un petit dédommagement pour vous marquer ma gratitude ». Picasso a jeté un coup d'œil étonné à son ami. Puis il dit: « Madame, si vous parlez d'un montant d'argent, je peux vous assurer que vous n'avez pas ce qu'il faut dans votre bourse... »
- Martine: (dans son for intérieur) C'est un peu décevant qu'un si grand artiste veuille profiter d'une admiratrice...
- Moussa: La Dame avait plus de 250 euros dans son sac et elle trouvait que ça serait cher payé pour une œuvre qui n'a pris que quelques minutes à réaliser.
- Martine: J'aurais pensé la même chose! La renommée d'un homme, aussi grande soit-elle, ne doit pas servir à exploiter une femme en admiration devant son œuvre.
- Moussa: Madame Martine, écoutez bien la fin. M. Picasso a fixé la dame avec un air rempli de bonté et lui a dit. « Ma chère Dame, cela ne m'a pas pris que quelques minutes à faire, mais plutôt plus de 30 ans, toute une vie... »

(Moment de silence.)

— Alain: Puis après...

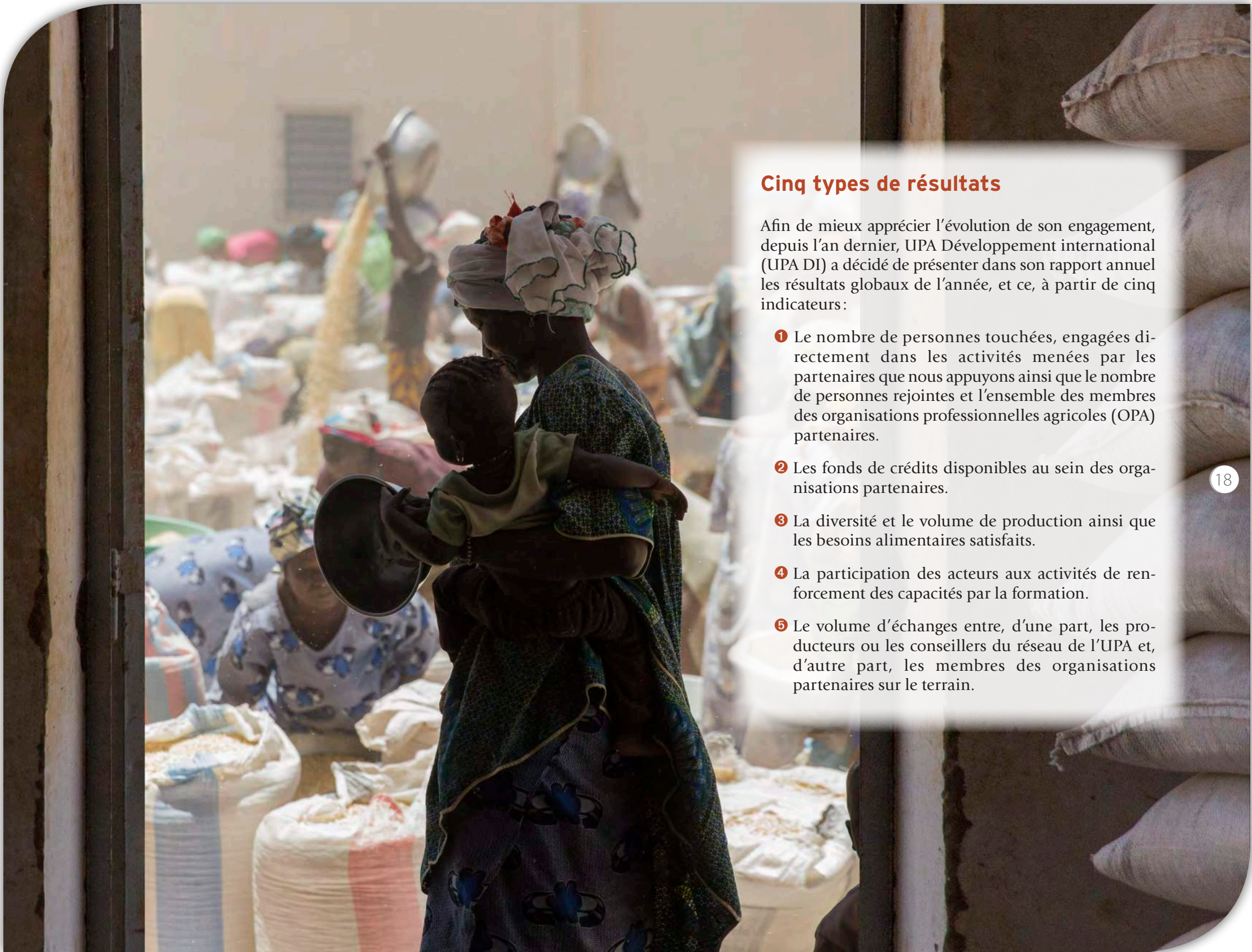
— Moussa: Mais c'est un peu comme pour nous. Quand je vous dis que j'ai récolté 125 sacs dans mon champ cette année, c'est peut-être un « résultat » pour cette année, mais c'est surtout le fruit de près de 25 ans de travail accompagné par Tremblay et ses amis du Québec. « L'homme jeune marche plus vite que l'ancien, mais l'ancien connaît la route. »

III - Résultats d'une coopération soutenue

« Dieu peut en témoigner. Les Savoirs des gens de la terre nous a menés plus loin que là où il nous a trouvés. »

Message des femmes participantes à LSGT au Sénégal.





Cinq types de résultats

Afin de mieux apprécier l'évolution de son engagement, depuis l'an dernier, UPA Développement international (UPA DI) a décidé de présenter dans son rapport annuel les résultats globaux de l'année, et ce, à partir de cinq indicateurs :

- 1 Le nombre de personnes touchées, engagées directement dans les activités menées par les partenaires que nous appuyons ainsi que le nombre de personnes rejointes et l'ensemble des membres des organisations professionnelles agricoles (OPA) partenaires.
- 2 Les fonds de crédits disponibles au sein des organisations partenaires.
- 3 La diversité et le volume de production ainsi que les besoins alimentaires satisfaits.
- 4 La participation des acteurs aux activités de renforcement des capacités par la formation.
- 5 Le volume d'échanges entre, d'une part, les producteurs ou les conseillers du réseau de l'UPA et, d'autre part, les membres des organisations partenaires sur le terrain.

Nombre de productrices et de producteurs au sein des organisations partenaires appuyées

Dans le cadre des activités des partenaires d'UPA DI...

- 110 863 productrices et producteurs agricoles ont participé directement à des activités.
- 47 % étaient des femmes.
- 5 279 493 membres des organisations partenaires ont été rejoints, soit l'équivalent de 64 % de la population québécoise.
- 51 % sont des femmes.

Ensemble, on va plus haut

Si un bâtonnet isolé peut se briser facilement, liés entre eux, des milliers de bâtonnets démontrent à la fois résistance et résilience et, conséquemment, font face aux insécurités menaçantes avec plus d'assurance. En changeant d'échelle et en multipliant les partenaires, les collaborateurs et les personnes rejoints, le modèle soutenu par UPA DI d'une agriculture familiale viable et durable persiste et signe. Il se dresse devant les insécurités, qu'elles soient physiques, climatiques ou économiques. Les productrices et producteurs appuyés par UPA DI ont compris depuis longtemps qu'ils devaient se regrouper au sein d'organisations fortes pour mieux exercer leur profession. Ce n'est qu'au sein de telles organisations qu'ils pourront se doter de moyens qui, non seulement leur permettront de nourrir leur monde, mais également d'assurer des conditions de vie décentes à leur famille, dans un environnement sain.

Les chiffres qui précèdent témoignent du nombre de paysannes et de paysans qui ont « directement », à travers leur organisation respective, participé à des programmes appuyés par UPA DI au cours de la dernière année.

Les productrices et producteurs « rejoints », représentent l'ensemble des membres de ces organisations professionnelles agricoles avec lesquelles UPA DI collabore, puisque le renforcement d'une organisation à travers ces programmes aura un impact sur l'ensemble de leurs membres.

Nous attirons votre attention sur l'importance de la participation des femmes au sein de ces organisations contribuant activement à l'émancipation de l'agriculture familiale tout autant qu'à l'avancement des femmes dans l'échelle sociale.

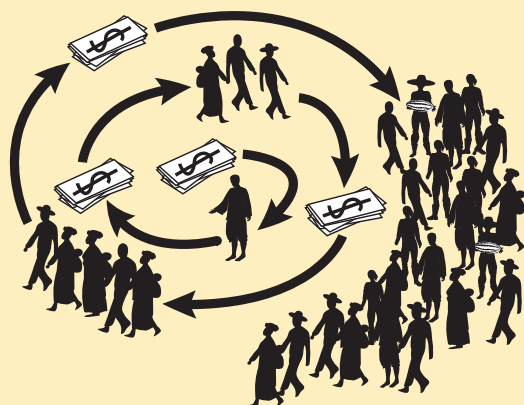


Valeur des fonds disponibles pour les membres

Types de fonds et fonds pour les types

- 661 000 \$ CA de fonds rotatifs.
- 5 206 495 \$ CA en ligne de crédit.
- 1 864 264 \$ CA autres fonds.

Un exemple parlant de l'utilité des fonds... Depuis 2004 au Sénégal, 296 000 \$ CA ont été injectés en fonds de développement individuels permettant l'amélioration des exploitations agricoles. Ce montant a permis de financer un total de 642 000 \$ CA de projets compte tenu de son caractère rotatif. En pratique, c'est donc 642 familles qui en ont bénéficié puisque, dans ce cas, le fonds avance un montant de 1 000 \$ CA par exploitation familiale. Et tout cela continue!



Quelques mots pour expliquer quelques chiffres très significatifs

Ces crédits mis à la disposition des productrices et des producteurs par leur organisation pour soutenir la production, la mise en marché collective et d'autres services à caractère économique, sont de trois ordres.

- 1 Les fonds rotatifs sont mis à la disposition des exploitations, des groupements et des organisations paysannes, sous forme de subventions, pour soutenir des activités économiques à chacun de ces trois niveaux. À partir des bénéfices de ces activités, le fonds initial est reconstitué et même augmenté pour soutenir de nouvelles activités dans de nouvelles exploitations ou pour développer les activités mises en place par les organisations. C'est le cas du programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT).
- 2 La ligne de crédit est un fonds rendu disponible aux productrices et aux producteurs par leur organisation à partir d'une entente avec une institution financière. Cette entente est rendue possible grâce à la constitution d'un fonds de garantie au sein des organisations paysannes.
- 3 Les autres fonds réfèrent à des mécanismes mis en place par les organisations pour soutenir les actions de leurs membres, dont des fonds de sécurité pour faire face aux aléas climatiques et autres.

La mise en place de fonds de garantie appartenant aux OPA est beaucoup plus qu'une valeur monétaire dans un compte de banque. Ces fonds sont un formidable outil de dépassement de soi, un levier économique qui contribue au sentiment d'autonomie, de confiance et d'appartenance des membres à leur organisation.

Les fonds permettent aux organisations qui les détiennent de négocier davantage d'égal à égal avec les institutions financières et d'offrir des services à caractère économique à leurs membres. Ils permettent également aux organisations de faire preuve de saine gestion du fait de l'attachement de leurs membres à ce patrimoine acquis. Ils mènent donc, le plus souvent, à de bonnes pratiques démocratiques. Finalement, ils font office d'école autant dans le domaine de l'administration, de la réglementation que de l'économie.

Au fil du temps, ils permettent de développer de nouveaux mécanismes de sécurité financière bénéfique au maintien d'une agriculture familiale prospère et ainsi s'inscrire dans la dynamique économique nationale.



Volume mis en marché ou produit par l'ensemble de nos partenaires

Produire pour nourrir

L'action de coopération d'UPA DI, avec les organisations professionnelles agricoles partenaires, a contribué à la production de :



- 77 865 tonnes de céréales et de riz.



- 61 306 tonnes de produits maraîchers.



- 9 150 tonnes de viande.



- 1 088 938 litres de lait, soit la production de la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA) au El Salvador.



- 4 916 tonnes d'oléagineux.

Toutes ces denrées ont contribué directement à approvisionner 2 134 374 personnes, soit un peu plus que toute la ville de Montréal ou encore l'équivalent de 25,8 % de la population québécoise.

Note: pour des raisons de difficultés dans la cueillette des données et de leur validation, cette année nous n'avons pas inclus dans la compilation la composante production agricole des plateformes nationales d'OPA partenaires regroupant elles-mêmes plusieurs organisations. Ceci explique la différence par rapport à l'an dernier.

Nourrir notre monde

Aux fins de la présentation, nous avons regroupé les produits en cinq catégories :

- 1 Céréales: incluant riz, maïs et céréales sèches.
- 2 Maraîchage: incluant légumes, niébé, bissap's, etc.
- 3 Viande: toute production animale confondue.
- 4 Lait.
- 5 Oléagineux: incluant arachide, sésame, tournesol et autres.



Le portrait est certes modeste à l'échelle planétaire, mais il témoigne de l'importance et du potentiel de l'agriculture familiale dans la réponse aux besoins alimentaires des populations locales et nationales ainsi que de sa contribution à la biodiversité économique. Si les quelques partenaires d'UPA DI peuvent contribuer de la sorte à la sécurité alimentaire de leur population, on peut facilement imaginer l'impact de l'agriculture familiale à l'échelle mondiale. Ce qui est encore plus rassurant pour l'avenir de l'humanité, c'est que ce modèle d'agriculture a traversé les frontières et les époques, affrontant les aléas climatiques, économiques et sociaux. En contribuant à une plus grande sécurité alimentaire, ce modèle d'agriculture contribue du même coup à une plus grande sécurité sur la planète. En poursuivant son émancipation, l'agriculture familiale demeure un des principaux acteurs de la biodiversité économique.



La formation « Un outil au service de l'agriculture »

Viser plus haut

En 2015-2016, UPA DI et ses partenaires ont réalisé au total 7 872 jours-personnes de formation, soit l'équivalent de plus de 30 personnes embauchées à temps complet pour une année.

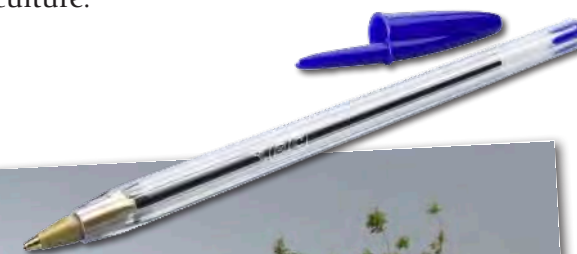
7 872
jours-personnes
de formation



Aller plus loin

La formation est un axe d'intervention privilégié par UPA DI depuis ses origines, inspirée en cela par l'évolution de l'agriculture au Québec à travers l'UPA. Le développement de l'agriculture dépend du développement des capacités des personnes qui la pratiquent, mais aussi de celui des organisations professionnelles qui contribuent à la structurer. Pour bien jouer leur rôle, les productrices et les producteurs, aussi bien que les organisations qui les rassemblent, ont besoin de connaissances et d'habiletés.

En attachant la nouvelle corde à l'ancienne, nous pouvons aller puiser les savoirs traditionnels en y greffant les nouveaux savoirs pour aller plus loin et plus haut. Ce qui faisait dire à un vieux paysan du Mali que « Le crayon Bic est devenu aujourd'hui le meilleur outil de développement ». Le renforcement du savoir, du savoir-faire et du savoir-être, de la base au sommet des organisations, s'avère essentiel au développement de l'agriculture.



Partage des Savoirs et des Expertises

Je te donne un œuf...
Je te donne une idée...

- Au cours de la dernière année, 20 mandats de coopération volontaire ont été réalisés. Ce sont autant de moments de partage des savoirs et d'actions d'accompagnement, accomplis par 18 personnes différentes du réseau de l'UPA et totalisant 724 jours-personnes.
- 1 producteur expert a réalisé 2 mandats totalisant 24 jours-personnes.
- 8 délégués, provenant de 5 OPA partenaires, couvrant 3 pays, ont séjourné au Québec totalisant 232 jours-personnes. Ils ont été accueillis dans 9 familles agricoles totalisant 56 jours-familles.

Tu me donnes un œuf...
Tu me donnes une idée...

Dans l'esprit d'une «coopération de paysans à paysans», fondement de l'engagement d'UPA DI, le renforcement des capacités repose, en plus des formations, sur le partage des savoirs et des expertises. Depuis sa création, UPA DI favorise les échanges entre les productrices et les producteurs d'ici et d'ailleurs. Des producteurs et conseillers agricoles du Québec appuient UPA DI dans la mise en œuvre de sa programmation en intervenant directement sur le terrain auprès des partenaires. Réciproquement, des délégués des partenaires réalisent des stages d'échange et de partage avec le milieu agricole du Québec.

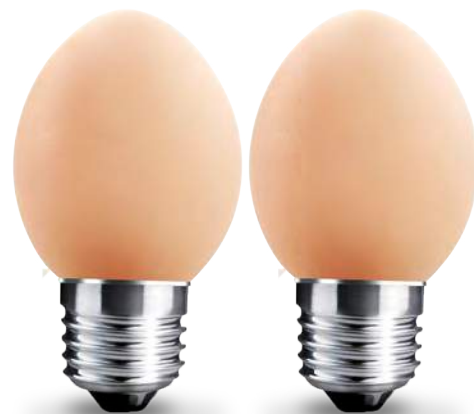
Cette année, par la mise en place du Réseau Agro-Innov, la poursuite à plus grande échelle de notre programme de coopération volontaire, cette dimension du renforcement des capacités à travers le partage des savoirs et des expertises a pris une dimension beaucoup plus importante. Au cours de la dernière année, vingt mandats ont été réalisés, dans trois pays, auprès de sept organisations différentes.

Ces mandats ont permis, notamment, d'accompagner nos partenaires dans une démarche de planification stratégique, d'élaboration d'un plan de communication, de la mise en place d'outils de planification et de gestion, etc. De plus, deux vidéos ont été produites au Sénégal : une sur la capitalisation de LSGT et l'autre sur la filière rizicole. Cette dernière met en perspective une intervention locale appuyant des objectifs nationaux qui visent l'autosuffisance en riz, et ce, dans un contexte de mondialisation. Elle permet ainsi de mesurer l'importance de la coopération pour agir localement et influencer mondialement.

Nous avons chacun un œuf...

Mais...

Nous avons chacun deux idées!



organisations paysannes commercialisant des produits agricoles au Mali

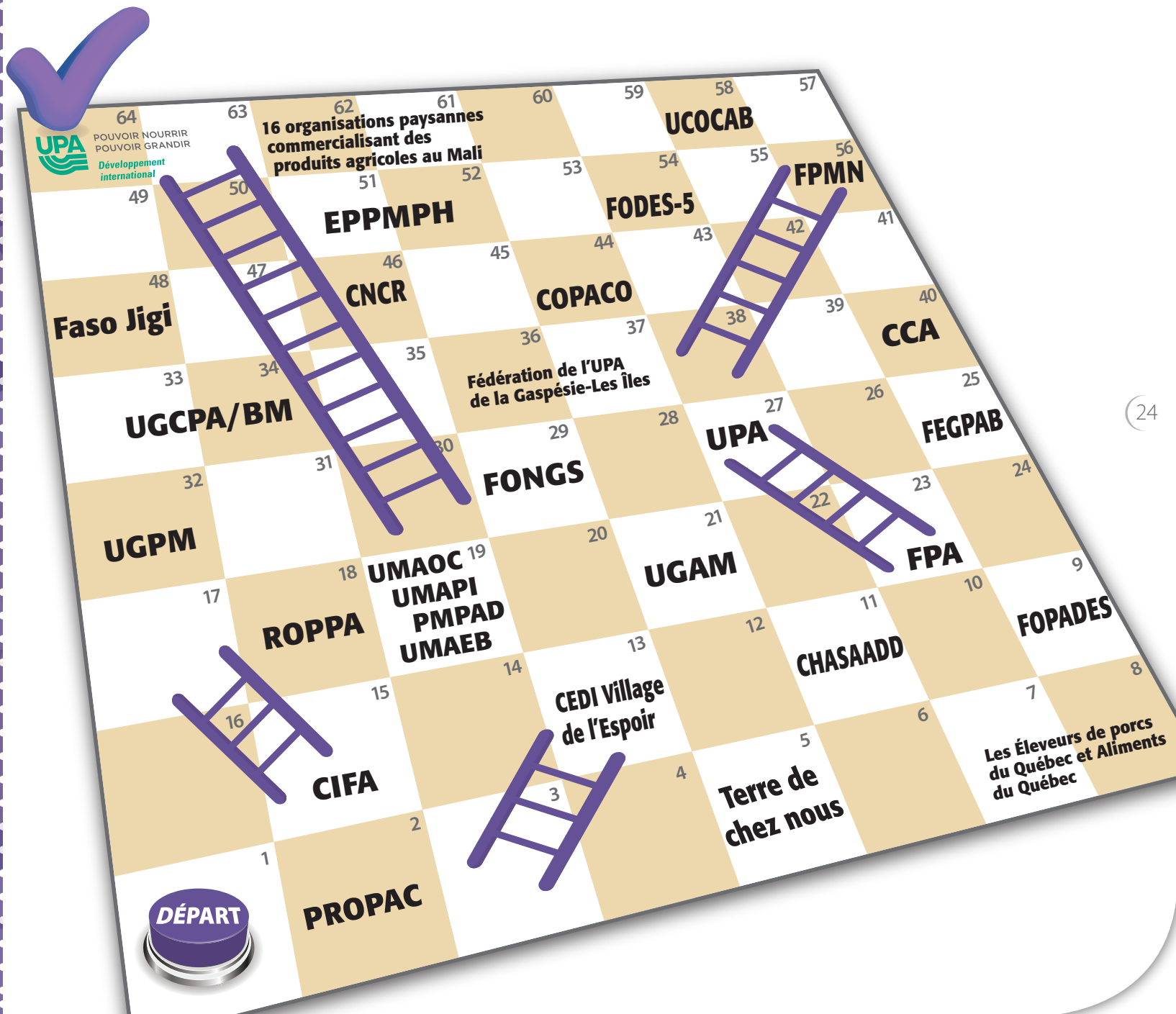
EPPMPH

CNCR

« J'ai aimé voir l'effet du travail accompli dans les visages des gens, un travail qui sourit. »

Isabelle Daoust, directrice des programmes, finances et administration, UPA Développement international.

IV - Résultats et histoires



Afrique centrale

Partenariat triangulaire

- Objectifs et volonté.
- 11 projets économiques développés par 10 organisations professionnelles agricoles de 5 pays différents et un financement total de 584 500 \$.
- Les pays sont: le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Congo Brazzaville, le Tchad et la République centrafricaine.
- 60 000 personnes vont bénéficier directement de ces projets, l'équivalent de la population de Shawinigan plus 10 000 habitants!
- Une nécessaire souplesse.

Trois partenaires, trois rôles

La coopération s'établit généralement sur la base d'un partenariat triangulaire. Le partenaire terrain, le bailleur de fonds et l'organisme accompagnant. La relation entre les trois partenaires repose à la fois sur des objectifs partagés et la volonté commune de s'inscrire dans le développement durable de l'agriculture familiale. La dynamique relationnelle est fortement inspirée de ce fait. Elle est également tributaire de la capacité d'adaptation de chaque membre du triangle formé spécifiquement pour cette aventure développementale.

Dans le cas présent, on retrouve :

- La Plateforme des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC) comme partenaire terrain.
- Le Fonds international de développement agricole (FIDA), une des composantes des Nations Unies.
- UPA Développement international (UPA DI).

Ces trois organisations ont dû faire preuve de beaucoup de souplesse pour mener à bien une expérience aussi utile que nécessaire, mais combien difficile à mettre en œuvre dans le cadre d'une dynamique projet.

Les membres de la PROPAC sont des organisations nationales de pays de l'Afrique centrale. Le but du projet est de permettre à la PROPAC de développer un service d'appui-conseil capable d'accompagner ses membres en matière d'accès au marché. Par conséquent, chaque membre doit être en mesure d'assurer un suivi sur le terrain, dans son propre pays, rendant possibles des expériences de commercialisation pertinentes et efficaces. Le rôle d'UPA DI est d'appuyer la mise en œuvre de ce service. Celui du FIDA est de soutenir financièrement l'expérience tout en s'assurant que les activités s'inscrivent dans les balises définies au démarrage du projet.

Les 10 projets économiques des OPA bénéficieront directement à 8 400 familles soit 60 000 personnes. Les bénéficiaires indirects, quant à eux, se compteront en millions de personnes. En effet, les projets vont améliorer l'approvisionnement des capitales des 5 pays concernés, et ce, en produits frais, locaux et de meilleure qualité.



Bénin

Au pays des Collines

- Appropriation et adaptation par l'UGAM de la démarche d'un système collectif de mise en marché pour le maïs.
- Un fonds de 53 millions de FCFA, soit un peu plus de 115 000 \$ CA de crédit en intrants est disponible pour la prochaine campagne.
- Acquisition de matériel de transformation du manioc pour les 14 groupements formant l'UGAM.
- Renforcement organisationnel de l'Union: pour la première fois, le tiers des membres ont payé leur cotisation en respectant l'échéance.
- Construction d'un bureau et d'une salle de réunions.

Un partenariat bien enraciné

Le Bénin est un des premiers pays fréquentés par UPA DI; le premier contact s'est réalisé en 1995. Notre interlocuteur d'alors était le Groupement des exploitants agricoles du Bénin (GEA). Depuis, nous n'avons cessé de cheminer ensemble dans les sillons du développement de l'agriculture.

Deux jalons pour illustrer cette ascension, lente, mais combien déterminée, vers une agriculture durable et viable:

- Le Bénin était l'hôte en 2004 d'une rencontre des organisations paysannes et de représentants des États de sept pays d'Afrique de l'Ouest. L'objectif était de discuter des règles du commerce international et le thème retenu s'énonçait comme suit: « De Ouagadougou à Cotonou en passant par Cancún - Un bilan, un engagement ». C'est à cette occasion que le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ) a été lancé afin de promouvoir la souveraineté alimentaire.
- En 2007, le GEA ainsi que la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO) s'engageaient dans le programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT).

Plus récemment, le GEA invitait UPA DI à monter au pays des Collines vers un de ses membres, l'Union des groupements agricoles de Mowossokpo (UGAM) constituée de 900 productrices et producteurs notamment de maïs et de manioc. Les membres de l'UGAM, appuyés par le GEA, demandaient à UPA DI de les accompagner dans la mise en place d'un système collectif de mise en marché du maïs et du manioc sur un financement d'AgriCord.

L'histoire démontre qu'une intervention s'appuyant sur un partenariat bien enraciné peut faciliter l'ascension vers plusieurs sommets. Dans ce contexte, l'approche de l'UGAM a été grandement facilitée par l'historique des relations entre le GEA et UPA DI. À travers le programme Agro-Innov, appuyé financièrement par Affaires mondiales Canada (AMC), des volontaires du réseau UPA DI seront associés à la mise en œuvre du projet et contribueront à l'enracinement d'une coopération de paysans à paysans.

Si « La nouvelle corde s'attache toujours à l'ancienne pour puiser l'eau du puits », « Le nouveau partenariat s'appuie sur les précédents pour s'ériger ». D'autres volontaires du Réseau Agro-Innov s'associeront à un programme des Pays-Bas, « Approche communale pour le marché agricole », afin d'appuyer la mise en marché, notamment du maïs, dans d'autres zones du Bénin.



Burkina Faso

Un partenariat dans la durée et la diversité

- D'abord la mise en marché collective des céréales, du bissap's et, plus récemment, du niébé.
- L'approvisionnement en semences certifiées.
- L'élevage dans une perspective de résilience aux changements climatiques : production de viande, récupération des fumiers, production de biogaz, fertilisation des sols, etc.
- En perspective, la production et la transformation d'oléagineux.
- Une productrice et un producteur ont participé au stage « Viens marcher ma terre » au Québec ce qui équivaut à 58 jours-personnes et ils ont été accueillis par 2 familles agricoles pendant 7 jours.

Histoire passée et future

« Oui il y a eu l'attentat, la folie meurtrière du 15 janvier dernier où 30 personnes ont été tuées par des extrémistes. Oui, il y a d'abord et avant tout une démocratie émergente suite à une prise en main collective et non violente du peuple burkinabè. Oui il y a des organisations paysannes telles que l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) qui font une différence dans la vie d'un nombre grandissant de familles paysannes. » (Chronique parue dans la « Terre de chez nous » du 24 février sous la plume de Paul Langelier.)

L'histoire de l'UGCPA/BM illustre de façon éloquente toute cette résilience du peuple burkinabè.

- Le partenariat entre cette OP et UPA DI fonctionne depuis toujours... Toujours, puisqu'il a débuté en 1993 au moment de la création des deux organisations.
- Historiquement, la spécificité de l'UGCPA/BM demeure sans contredit et, encore aujourd'hui, la mise en marché collective des céréales ainsi que des fleurs de bissap's biologique. Depuis trois ans s'est ajoutée celle du niébé.
- Plus largement l'UGCPA/BM a mis progressivement en place d'autres services collectifs comme : production et approvisionnement des membres en semences certifiées, agroenvironnement et conseil à l'exploitation familiale.
- Dans la portion agroenvironnementale, mentionnons le début, il y a quatre ans, d'un financement qui a permis : développement de la production animale – élevage en enclos – récupération des fumiers – construction de biodigesteurs – source d'énergie

pour la cuisson et l'éclairage – réduction de la consommation de bois - fertilisation améliorée par les fumiers à la sortie des biodigesteurs. Plus récemment, un autre partenaire de l'UGCPA/BM, L'ŒUVRE LÉGER, poursuit un appui en ce sens.

- En février 2016, UPA DI accompagne 50 leaders de l'UGCPA/BM qui se questionnent sur la structure et le fonctionnement de l'organisation tout en identifiant comment se conformer à une nouvelle législation ouest-africaine encadrant les coopératives.

L'histoire du futur proche, quant à elle, parlerait :

- Des suites à donner à l'atelier afin de mettre en place la restructuration majeure et significative de l'Union.
- Dans le sens d'une plus grande diversification de la production, ce qui permet une meilleure gestion des risques, l'organisation participe à des discussions avec la FAO et UPA DI afin de réfléchir à la production d'oléagineux. S'appuyant sur l'expérience de Fasol, une usine de transformation burkinabè, et de leur partenaire français Agropol, l'Union considère un nouveau partenariat dans la transformation en huile du soya et peut-être du tournesol.

Si l'UGCPA/BM s'est développée au fil des années, c'est en partie grâce à sa capacité d'innover, de changer, de s'adapter au contexte sans pour autant oublier sa nature, sa raison d'être.

Nous vous souhaitons d'avoir l'occasion de rencontrer ces gens de la terre qui sont à faire grandir leur agriculture, leur organisation et leur pays!



Cuba

Entre voisins

- Des partenariats se tissent à plusieurs fils.
- Un premier projet en aviculture est identifié.
- Des échanges prometteurs sur le mode de gestion québécois de l'agriculture et le modèle agroécologique de Cuba.

Cuba, une île, un peuple aux mille secrets

Les pays d'Amérique latine font partie d'une grande famille dont Cuba est membre. Les voisins d'en face, les États-Unis, ne fréquentent plus Cuba depuis belle lurette. Cependant, leur volonté de renouer des liens d'amitié se raffermi de jour en jour.

Le Canada, quant à lui, ne fait pas partie de la famille. Il est plutôt considéré comme un voisin du rang d'à côté. Voisin fréquenté, et ce, même au cours des périodes les plus difficiles. C'est pourquoi le Canada est vu depuis toujours comme un véritable ami. Le genre de voisin qu'on a plaisir à côtoyer quoi!

C'est dans ces termes que nous avons été reçus à deux reprises à Cuba. Dans un premier temps, une visite exploratoire s'est réalisée avec comme guide une petite organisation appelée C3, Collaboration Canada Cuba. Cette dernière est présidée par une Québécoise d'origine cubaine, une femme profondément engagée et déterminée afin de faire une différence dans les relations entre les deux pays qui font valser son cœur.

Elle nous a ouvert toutes les portes afin que nous puissions établir une collaboration avec des coopératives de la province de Matanzas. Un projet avicole est en voie d'élaboration et il devrait voir le jour au cours de la prochaine année.

Outre ce projet, les discussions avec les représentants de l'Association nationale de l'agriculture paysanne (ANAP) et le ministère de l'Agriculture permettent d'affirmer que cette coopération porte en elle une dynamique particulière, pour ne pas dire unique. Le mode de gestion de l'agriculture québécoise est vu comme un modèle permettant de relancer l'agriculture cubaine. De notre point de vue, le modèle agroécologique développé à Cuba est certainement une inspiration pour l'agriculture du Québec.

Changer d'échelle c'est aussi aller dans des sphères jusqu'alors inaccessibles.



El Salvador

Du lait et du sucre sur la même voie

- Augmentation du volume de lait de 13 % et du bénéfice moyen par vache de 267 \$ CA en une seule année.
- La production fourragère constitue 42 % de l'alimentation des troupeaux versus 11 % en 2007.
- La mise en place de la Coopérative d'utilisation de machinerie agricole (CUMA).
- Des prêts consentis aux coopératives pour une valeur cumulée de 400 000 \$ CA.
- Une volontaire du Réseau Agro-Innov accompagne les 11 coopératives de la CCA dans la mise en place d'un système collectif de mise en marché de la canne à sucre. Ceci représente 59 jours-personnes.

Des interventions à petite échelle qui nous mènent loin...

Les premiers échelons de ce partenariat qui allait lier UPA DI et la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA) remontent à 1993. Les premiers balbutiements du partenariat amèneront la CCA à prendre conscience de la nécessité de consolider sa structure organisationnelle et de renforcer ses capacités commerciales. Elle fera donc appel à UPA DI pour gravir les échelons, un à un. La CCA regroupe aujourd'hui 11 coopératives chacune constituée de 48 à 450 membres. Ces coopératives réalisent différentes activités de production, dont la canne à sucre, le lait, le maïs, l'élevage bovin et la production maraîchère.

Le partenariat entre UPA DI et la CCA se précise au fil des liens qui se tissent avec le soutien des producteurs experts du Québec et Les producteurs de lait du Québec (PLQ). Stimulés par leur séjour au Québec en 2007, les représentants des six coopératives laitières de la CCA, accompagnés par UPA DI, mettent en place un projet pilote de mise en marché collective du lait.

Les jalons sont dessinés et les progrès s'échelonnent tout au long du parcours: amendement des sols, augmentation de la production fourragère, amélioration de l'alimentation du bétail, assainissement des sites de traite, accroissement substantiel de la production laitière en volume et en qualité.

Pour soutenir l'évolution de la production, il fallait développer un marché qui soit stimulant pour les coopératives. Au cours des longues négociations avec les transformateurs de lait, l'échelle de volume apparaît comme un argument de poids. De plus, la CCA avait décidé d'associer des producteurs indépendants à l'offre faite aux transformateurs. L'organisation obtient en 2011 un mode de paiement unique versé directement

par l'acheteur au compte de la CCA. Cette dernière redistribue les sommes d'argent dans chacune des coopératives selon le volume et la qualité du lait livré.

Un prélevé de 0,5 cent sur chacune des bouteilles de lait commercialisées est retenu et déposé dans un compte. Ainsi, les frais reliés au mode de paiement unique sont couverts et un fonds de développement a été créé. Jusqu'à présent, des prêts d'une valeur cumulée de 400 000 \$ CA ont été consentis aux coopératives.

Toutes les coopératives de la CCA produisent également de la canne à sucre. La CCA s'applique à gravir un échelon de plus en transposant et adaptant son modèle de mise en marché du lait à la canne à sucre. Des volontaires d'UPA DI, à travers le programme Agro-Innov, appuyé financièrement par Affaires mondiales Canada, les accompagnent dans cette nouvelle aventure. Les producteurs de lait du Québec continuent d'appuyer cette initiative et AgriCord, au fil des ans, y a contribué pour un peu plus d'un million de \$ CA.



Haïti

Labrousse - Limbé - LSGT Cuisines - Cantines - Café

- Poursuite du programme LSGT avec deux organisations, une de Limbé et l'autre de Labrousse.
- Extension du programme LSGT avec une troisième organisation à Rivière Froide sur financement externe.
- Un groupement de plus trouve le financement nécessaire pour s'associer à LSGT à Labrousse.
- Une économie sociale et solidaire active autour de producteurs agricoles, de 6 cuisines collectives et de 2 cantines scolaires.
- Des coalitions de partenaires haïtiens et québécois en appui au projet d'économie sociale et à la filière café.
- 11 volontaires du programme Agro-Innov en appui à la programmation soit l'équivalent de 429 jours-personnes.
- Une productrice et un producteur ont participé au stage « Viens marcher ma terre » au Québec équivalent à 58 jours-personnes et ils ont été accueillis par 2 familles agricoles pendant 7 jours.

Dans les plus hauts sommets des mornes la plénitude d'un développement en Haïti

Un peuple souvent perçu au bord de la falaise. Pourtant, dans les moments historiques, chaque fois il remonte la pente. UPA DI a amorcé une première collaboration à la veille du tremblement de terre de 2010. Au lendemain d'un recommencement, UPA DI proposa de gravir les échelons du développement durable s'appuyant sur Les Savoirs des gens de la terre (LSGT), un programme qui avait, jusque-là, fait sa marque au Sénégal. C'est ainsi que la formation et le développement économique furent au cœur de notre stratégie d'intervention. Cinq ans plus tard, le Groupe d'économie sociale et solidaire du Québec (GESQ) a fait son Université d'été sur les résultats engrangés avec des tonnes de produits alimentaires locaux. Un résultat élémentaire pour faire croître toute la dynamique locale.

Cette dernière a fait naître d'autres aspirations, non sans forcer la levée de certains tabous. Mettre en place des cuisines collectives permettant à des femmes de développer leurs qualités d'entrepreneures nécessitait d'importantes remises en question. La persévérance, c'est-à-dire la patience des uns doublée de la perspicacité des autres, a rendu possible un changement de comportement qui permet aujourd'hui à des centaines d'enfants de recevoir un repas d'un service de cantine scolaire. L'idée a donc pris la route du développement. C'est ainsi que de Labrousse au Village de L'Espoir en passant par Rivière Froide, LSGT a fait son chemin.

En Haïti, il se trouve encore quelques filières porteuses. La filière café en est une et, depuis dix-huit mois, un groupe d'appui a été mis en place. Il est composé de :

- nOula, une coopérative de torréfaction et de distribution de café basée au Québec dans la région du Lac St-Jean.
- Fonds Solidarité Sud.
- FTQ solidarité internationale.
- L'Union des coopératives caféières de Baptiste (UCOCAB).
- UPA Développement international.

Dans ce pays de collines, la mise à l'échelle passe davantage par un travail collégial. Ceci permet de superposer des solutions innovantes créant ainsi des pyramides de développement soutenable.

La table des partenaires de la Collaboration Québec-Haïti a permis de faire naître plusieurs initiatives dans lesquelles nous sommes impliqués. Chacune d'elles met à contribution d'autres acteurs du développement. Le projet d'économie sociale et solidaire, alliant cuisines collectives et cantines scolaires alimentées par des produits locaux, réunit pas moins de sept intervenants: Fondation pour le développement économique et social (FODES-5), l'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU), Agro-Paix, Cuisines et vie collective Saint-Roch, le Fonds Solidarité Sud ainsi que le Groupe d'économie sociale du Québec (GESQ) et UPA DI.

Le soutien à la filière café repose aussi sur la volonté d'un regroupement de cinq organisations. Ce sont ces partenariats qui donnent de la perspective au développement. En donnant de la hauteur aux structures en place en Haïti, tout nous porte à croire qu'il est possible de voir loin.

Maghreb

À la manière d'un couscous

- Renforcement des capacités avec des OPA nationales affiliées à 4 associations : i) l'Union maghrébine des associations ovines et caprines (UMAOC); ii) l'Union maghrébine de l'apiculture (UMAPI); iii) le réseau maghrébin des associations de la pêche artisanale; iv) l'Union maghrébine des éleveurs de bovins.
- 4 des 5 pays du Maghreb sont rejoints : Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie.
- 75 personnes ont participé à un ou l'autre des 4 ateliers de formation dispensés.
- Production de matériel andragogique sur 2 thèmes.

Le couscous nécessite une grande variété d'ingrédients : semoule de blé, poulet, agneau, merguez, pois chiches, raisins secs, huile d'olive, safran, coriandre, gingembre et, au minimum, sept légumes différents. Toute cette diversité se complète pour donner lieu à un plat délicieux, unique et inspirant. Il en est de même pour ce partenariat au Maghreb!



Des organisations spécialisées à l'échelle des quatre pays

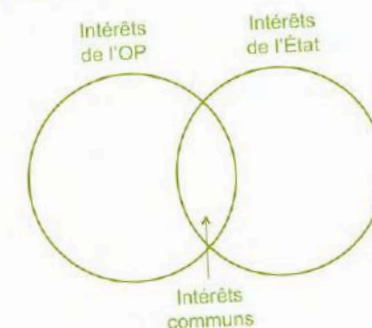
Les interventions d'UPA DI au Maghreb s'inscrivent, d'abord et avant tout, dans son partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les discussions ayant mené à ce partenariat ont débuté en novembre 2013 pour se conclure dans les premiers mois de 2014. Des organisations paysannes spécialisées dans quatre productions couvrant quatre pays ont été ciblées, soit l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie,

Un premier atelier de formation a été dispensé en juin 2014 à Tunis sur le thème : « Élaboration d'une vision commune pour renforcer la performance, l'équité, la gouvernance et la gestion de l'organisation professionnelle agricole ». Un deuxième a suivi à Rabat sur le thème cette fois-ci du : « Renforcement du mécanisme de dialogue et de concertation entre les acteurs-clés ». Quelques représentants de ministères concernés y ont également participé. Lors de l'évaluation de l'atelier, plusieurs ont suggéré de reproduire cet atelier dans les quatre pays.

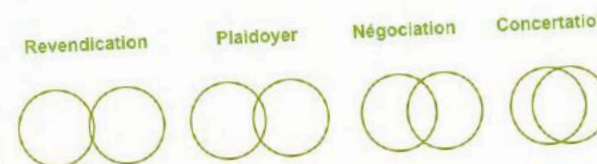
Novembre 2015, la réalisation de la suggestion prend forme à Tunis, Alger, Rabat et Nouakchott et 75 personnes sont rejoints. De plus, UPA DI s'est vue confier le mandat d'élaborer tout le matériel andragogique pour une formation de formateurs de quatre jours sur le thème « La planification stratégique : du diagnostic organisationnel à la gestion de projets ».

Au cours de 2016-2017, au moins trois autres ateliers se tiendront : i) la gestion financière des OPA; ii) la gestion financière des exploitations agricoles; iii) l'accès des petits agriculteurs au crédit.

Il ne peut y avoir de dialogue sans objectif commun



Le choix du mode de dialogue pour un enjeu donné dépend en partie de l'importance relative des intérêts communs et divergents.



Divers modes de dialogue entre les OP et l'État



En résumé : le Maghreb une nouvelle réalité pour UPA DI, des secteurs de production et des OPA très diversifiés, des productrices et producteurs avec une grande soif de mieux connaître pour mieux agir et un partenariat très stimulant avec la FAO.

Mali

Persévérance et résistance

- Faso Jigi met à la disposition de ses membres un fonds de crédit de plus de 145 000 \$ CA pour l'acquisition d'équipements.
- Le projet Feere Diyara est passé du démarrage à la vitesse de croisière et augmente de plus de 21 % les paysannes et paysans appuyés.
- À Kénébia, aux 6 coopératives de productrices maraîchères formées en 2009, 2 nouvelles se sont ajoutées. Depuis, en 2015, ces 8 organisations se sont constituées en Union.
- De 2014 à 2015, la production maraîchère à Kénébia est passée de 10,2 à 23,5 tonnes.
- Dans la région de Tombouctou, Baabahuu Jici est toujours victime des terroristes et toujours muselée.

Mali, une histoire qui nourrit son peuple

Au milieu des années 90, lorsque UPA DI est interpellée par Affaires mondiales Canada (AMC) afin d'intervenir au Mali :

- L'agriculture y est fortement morcelée.
- Les quelques organisations paysannes existantes sont non opérationnelles.
- La commercialisation de la production est défailante.
- L'approvisionnement de la population à partir de la production nationale demeure déficient.
- Quant aux revenus des productrices et des producteurs, ils baignent dans l'insuffisance pour ne pas dire l'insignifiance.

Pas surprenant alors qu'UPA DI s'associe à Faso Jigi et à Baabahuu Jici, pour mettre en place un Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM). Ce projet visait à permettre aux productrices et aux producteurs de jouer, à travers leur organisation, un rôle actif dans la filière céréalière afin qu'ils puissent obtenir un juste prix pour leurs produits et conséquemment un revenu plus stable.

Les résultats sont si probants que Faso Jigi devient une référence dans son domaine. En 2012, elle est reconnue par l'Alliance pour la révolution verte en Afrique, appelée communément la Fondation AGRA, comme étant la meilleure organisation paysanne de l'Afrique. Cette fondation est d'ailleurs dirigée par Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies. Affaires mondiales Canada (AMC) s'inspire de ces résultats et mandate l'Alliance agricole internationale (AAI) pour mettre en œuvre le projet Feere Diyara. Ce dernier s'inscrit dans la volonté de professionnaliser un nombre significatif d'OPA en leur permettant de jouer un rôle majeur sur les marchés.



Toutefois, le terrorisme et l'insécurité vinrent ébranler l'échelle grandissante. Les bureaux de Baabahuu Jici à Diré furent pillés et leurs dirigeants chassés. Ainsi, étaient anéantis, du moins temporairement, 15 ans de coopération et d'efforts par 15 mois de terrorisme. Des incursions sont survenues jusque dans la zone de Niono couverte par Faso Jigi. L'équipe de Feere Diyara, couvrant un territoire encore plus vaste, se voit contrainte dans ses interventions. Des cellules terroristes viennent semer la terreur jusqu'à Bamako. UPA DI doit redoubler de prudence et se voit coupée de ses partenaires sur le terrain.

Cependant, notre collaborateur Ahimidi Maïga, sur un projet de coopératives avec des femmes maraîchères dans le Cercle de Kéniéba, région de Kaye, nous démontre que la résilience de nos partenaires est plus forte que la menace des mercenaires. UPA DI avait initié un projet dans cette région en 2009. Puis, elle avait dû se retirer en 2013 tout en gardant un minimum de liens avec les partenaires. Croyez-le ou non, contre vents et marées, les femmes ont poursuivi leur ascension :

- De 2009 à 2015, les maraîchères ont vendu pour plus de 24,5 millions de FCFA de produits, soit l'équivalent de 53 850 \$ CA.
- Les maires des communes offrent des espaces pour faciliter la vente locale des produits.

La résilience des productrices et des producteurs s'impose en résistance à la menace, qu'elle soit climatique ou fanatique, et ainsi l'agriculture contribuera à la souveraineté alimentaire et sécuritaire du Mali.

République démocratique du Congo

Nouveau pays, nouveaux partenaires

- La Confédération paysanne du Congo (COPACO) est une plateforme nationale regroupant 2 765 OPA locales. UPA DI souhaite développer avec elle le programme Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) dans une version adaptée à la République démocratique du Congo (RDC).
- Une organisation non gouvernementale de formation, la Chaîne de solidarité et d'appui aux actions de développement durable (CHASAADD), va accompagner la mise en œuvre de LSGT.
- Nous sommes à identifier les OPA membres de la COPACO avec lesquelles nous réaliserons le programme.

Un territoire à grande échelle

UPA DI accompagne depuis quelques années la Plateforme sous régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC). C'est dans ce cadre qu'une collègue d'UPA DI a connu la COPACO et qu'est née l'idée de développer Les Savoirs des gens de la terre (LSGT).

Le territoire est vaste et diversifié. Aux 2 765 OPA locales chapeautées par la COPACO, il faut ajouter 20 coordinations paysannes provinciales soutenant au total 1 608 000 productrices et producteurs. On y pratique tant l'agriculture, l'élevage que la pêche. La confédération est née en 1998 et est basée à Kinshasa.

Pour des raisons d'efficacité et d'impact sur le développement agricole du pays, UPA DI tentera d'identifier avec la COPACO des OPA accessibles et desservant le plus grand marché du pays, soit la capitale. L'impact de cette première expérience de LSGT en RDC devrait par la suite se répercuter sur des zones plus éloignées. Elles pourront, à leur tour, développer leur potentiel agricole et contribuer à l'approvisionnement de l'ensemble des provinces en produits nationaux.



Sénégal

Trois nouveaux maillons à la chaîne

- Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) devient formellement un acteur significatif dans le programme LSGT.
- La Fédération des groupements associés des paysans de Baol (FEGPAB) et la Fédération des producteurs maraîchers des Niayes (FPMN) sont les deux nouveaux partenaires LSGT.
- À la Fédération des périmètres autogérés (FPA)
 - 1) Accroissement de la production de riz de 115 %.
 - 2) Augmentation de 5 % des membres se prévalant du service d'achats groupés d'intrants.
 - 3) Le nombre de membres est passé de 8 350 à 15 593, soit une augmentation de plus de 180 %.
- 6 mandats de volontaires ont été réalisés auprès de 3 partenaires du Sénégal pour un total de 236 jours-personnes. 4 délégués de 3 organisations ont participé au stage « Viens marcher ma terre » au Québec équivalent à 116 jours-personnes et ils ont été accueillis par 5 familles agricoles pendant 7 jours.

À tous les échelons...

S'il y a un pays où UPA DI intervient du bas jusqu'en haut de l'échelle, c'est bien au Sénégal. Associée au Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA), UPA DI s'engageait en 2004 dans une nouvelle relation de partenariat avec l'Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM) et la Fédération des périmètres autogérés (FPA) pour l'expérimentation de son nouveau programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT).

L'approche et le programme LSGT permettaient de rejoindre les paysannes et les paysans dans leur champ, dans les organisations régionales qui les regroupent, et ce, en passant par les groupements au niveau des villages. Les interventions à ces trois paliers favorisaient déjà une synergie permettant un impact d'autant plus grand sur le développement de l'agriculture dans les zones touchées.

Au cours des dernières années, UPA DI s'est rapprochée de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) qui regroupe plusieurs OP de différentes régions. Enfin, les liens avec le CNCR, regroupant l'ensemble des acteurs du développement rural et de l'agriculture sur le territoire sénégalais et l'interlocuteur privilégié de l'État, se sont intensifiés.

Ce changement d'échelle ne s'est pas limité au plan national. Dans son partenariat avec la FPA, dans le cadre de l'Alliance agricole internationale (AAI), UPA DI met en œuvre le projet Bey Dunde rejoignant l'ensemble des structures de la FPA. En soutenant notamment l'amélioration de la production et la mise en marché du riz pour un meilleur approvisionnement de la population sénégalaise, le projet Bey Dunde permet d'intervenir non seulement au niveau de la FPA, mais dans chacune de ses unions. Au total, 15 593 membres sont rejoints.

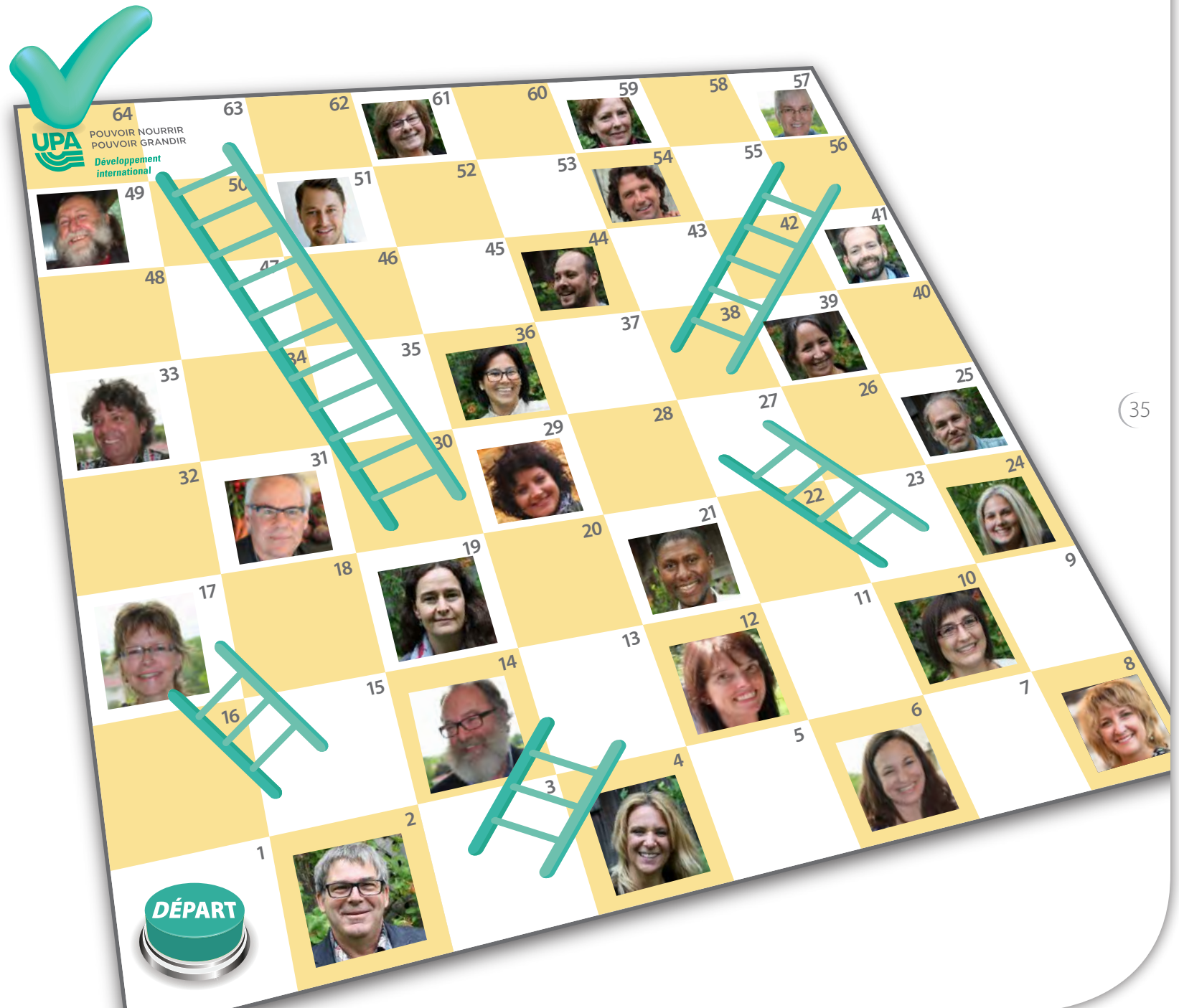
Le changement d'échelle, dans ce cas précis du Sénégal, s'opère certes de la base au sommet, mais également jusque dans les profondeurs des organisations.



V - Contribution d'UPA DI

« Cette mission m'a fait grandir tant au niveau personnel qu'au niveau professionnel de par les échanges enrichissants que j'ai pu avoir avec les producteurs, les élus et les permanents de la FPA. »

Marie-Christine Brière,
volontaire au Sénégal.



À travers...

Des interventions diagonales

- Le soutien à des organisations démocratiques.
- L'appui au développement de services à caractère économique.
- La formation et le renforcement des capacités des productrices et producteurs dans leur profession et des élus dans leur fonction.
- L'appui au développement de politiques favorables à l'agriculture.
- Le partage d'expertises et de savoir-faire :
 - Le renforcement des réseaux terrain, notamment : le Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA).
 - La Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC).
 - Les unions maghrébines de quatre secteurs de production : bovins laitiers, petits ruminants soit moutons et chèvres, apiculture et pêche artisanale.

Tout est question d'échelle...

Échelle de coût, échelle de prix, mais surtout échelle de valeurs! UPA Développement international (UPA DI), de sa fondation jusqu'à aujourd'hui, n'a pas dévié de sa mission première, alignée sur celle de l'UPA, soit de « soutenir la ferme familiale ». Pas étonnant qu'UPA DI soit toujours intervenue à la base auprès des productrices et des producteurs, artisans de ce modèle d'agriculture.

Toujours en s'inspirant de ses origines, UPA DI favorise le regroupement des productrices et des producteurs au sein d'organisations paysannes démocratiques fortes. « Hors des OPA point de salut! » Lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts et leurs droits ou pour se doter de services à caractère économique, les paysannes et les paysans se donnent une voix: leur OPA au milieu du village, au cœur de la région, au centre du développement agricole de leur pays.

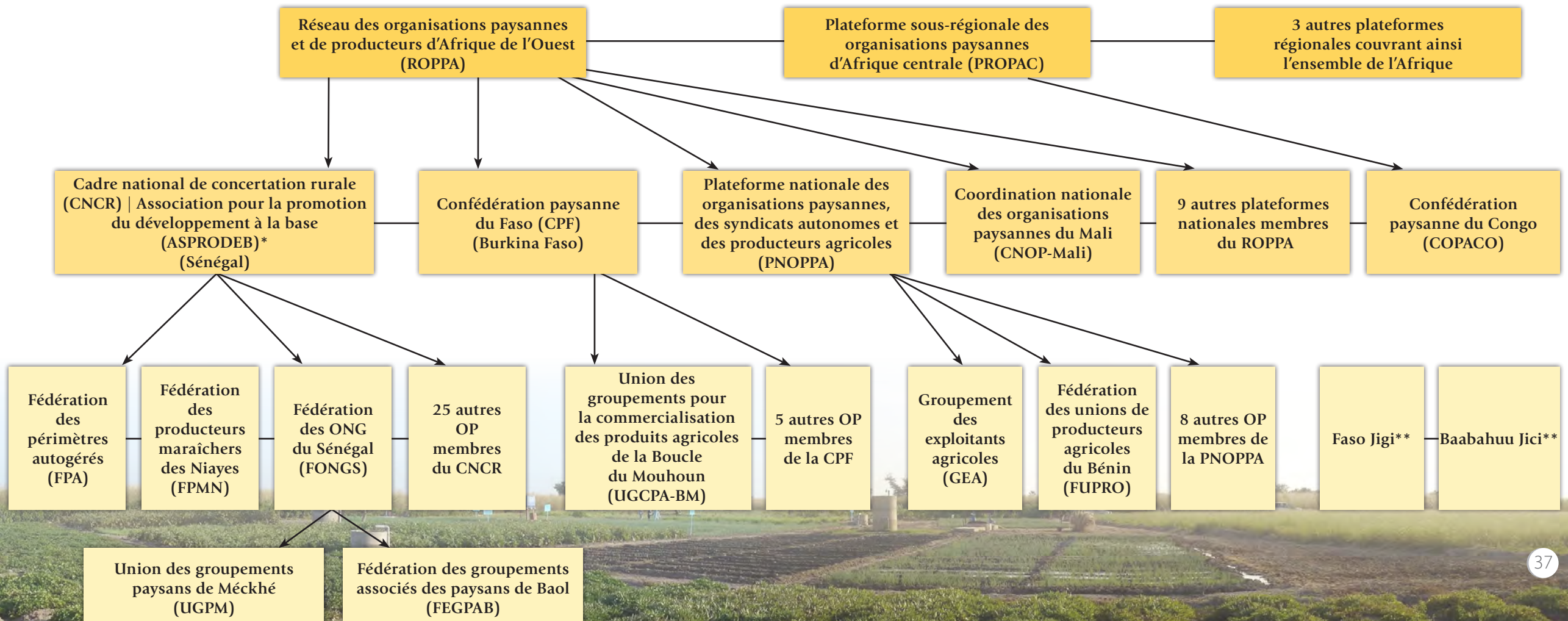
Les productrices et producteurs, à travers leur organisation, ont besoin de relais pour atteindre les décideurs qui eux adoptent les politiques ayant des répercussions sur leur profession et leur quotidien. C'est ainsi qu'UPA DI s'investit depuis toujours auprès des organisations nationales comme le CNCR au Sénégal, ou sous-régionales comme le ROPPA en Afrique de l'Ouest ou la PROPAC en Afrique centrale. UPA DI ne s'arrête pas là, car plusieurs de ses interventions visent à rapprocher ces faitières des instances des États favorisant ainsi un dialogue continu entre tous les acteurs du développement de l'agriculture.

La nouvelle échelle déployée par UPA DI permet une plus grande synergie de la base au sommet et engendre des impacts conséquents à tous les niveaux. À titre d'exemple, mentionnons la nouvelle phase du programme « Les Savoirs des gens de la terre » au Sénégal. Elle permet de poursuivre les interventions auprès des entreprises agricoles et des OPA qui les regroupent, tout en associant la FONGS et le CNCR.

Depuis quelques années, la FAO affirme l'importance du rôle des OP dans le développement de l'agriculture. L'accent du partenariat entre les quatre unions maghrébines, la FAO et UPA DI priorisent le renforcement des capacités des OP. La stratégie pour atteindre une plus grande échelle est la formation de formateurs qui par la suite répliquent différents modules de formation au sein de leur organisation.



RÉSEAUX D'ORGANISATIONS PAYSANNES PARTAGE D'EXPERTISES ET DE SAVOIR-FAIRE



* ASPRODEB est au CNCR ce qu'UPA D1 est pour l'UPA.

** Ne sont pas membres de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP-Mali).

Cartographie des OP partenaires au Maghreb

	Union maghrébine des associations ovines et caprines (UMAOC)	Union maghrébine de l'apiculture (UMAPI)	Plateforme maghrébine de la pêche artisanale durable (PMPAD)	Union maghrébine des éleveurs de bovins (UMAEB)
Algérie	Chambre d'agriculture de la Wilaya de Ghardaïa	Fédération algérienne des apiculteurs (FAAAPI)	Réseau algérien des associations de la pêche artisanale Association professionnelle de la pêche artisanale WAHRAN – Les vagues dorées	Coopérative agricole de services spécialisés en élevage COOPSSEL
Maroc	Association nationale ovine et caprine (ANOC)	Fédération interprofessionnelle marocaine de l'apiculture (FIMAP)	Confédération nationale de la pêche artisanale au Maroc	L'Association nationale des éleveurs de bovins (ANEb)
Mauritanie	Groupement national des associations pastorales (GNAP)	Fédération des agriculteurs et éleveurs de Mauritanie	Fédération nationale des pêches - section pêche artisanale (FNP/Mauritanie) Association développement intégré – Espoir 21 Association Mauritanie 2000	Prendre note que la Mauritanie n'est pas membre de l'UMAEB
Tunisie	L'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP)	Fédération nationale de l'apiculture	Réseau tunisien pour le développement de la pêche artisanale	L'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP)

Par...

De paysans à paysans

- 20 mandats de coopération volontaire réalisés ou en cours par 18 personnes différentes et totalisant 724 jours-personnes.
- Mandats dans 3 pays auprès de 8 partenaires.
- 8 délégués, dont 2 femmes, de 5 OPA provenant de 3 pays séjournent au Québec totalisant 232 jours-personnes et sont accueillis dans 9 familles agricoles totalisant 56 jours-familles.
- 2 nouvelles OPA partenaires dans Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) au Sénégal, et ce, dans 2 nouvelles zones.
- Limbé, une nouvelle région d'intervention LSGT en Haïti.
- Une troisième OPA, Encadrement des petits paysans des Mornes et des Plaines en Haïti (EPPMPH) se joint à LSGT Haïti avec son propre financement pour couvrir les fonds de développement, soit l'équivalent de 70 000 \$ CA.

Les Savoirs partagés des gens de la terre

Au fil des ans, UPA DI a emprunté plusieurs pistes pour établir et accroître ses liens avec les partenaires sur le terrain. Deux des vecteurs nous ayant fait monter dans l'échelle de la coopération sont, sans contredit, les échanges « de paysans à paysans » et la formation. Non seulement ces deux modes d'intervention nous lient aux partenaires, mais ils agissent comme liant de toute notre programmation. Ils se concrétisent à plus grande échelle dans deux programmes : *Réseau Agro-Innov* et *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT).

Le Réseau Agro-Innov se définit fondamentalement comme une coopération entre frères et sœurs de terre éloquentement illustrée dans le proverbe : « Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ». Et nous sommes sur la voie ! Lorsque Affaires mondiales Canada (AMC) a lancé son appel à propositions pour le programme d'envoi de volontaires il y a un an, nous avons répondu avec humilité, mais également avec détermination. Bien qu'ils n'aient jamais été bénéficiaires de ce programme financé par le ministère, les échanges entre producteurs d'ici et d'ailleurs font partie de notre ADN et sont affirmés dans la mission même d'UPA DI. En fait, ces échanges avec les partenaires se réalisaient dans la plupart de nos projets.

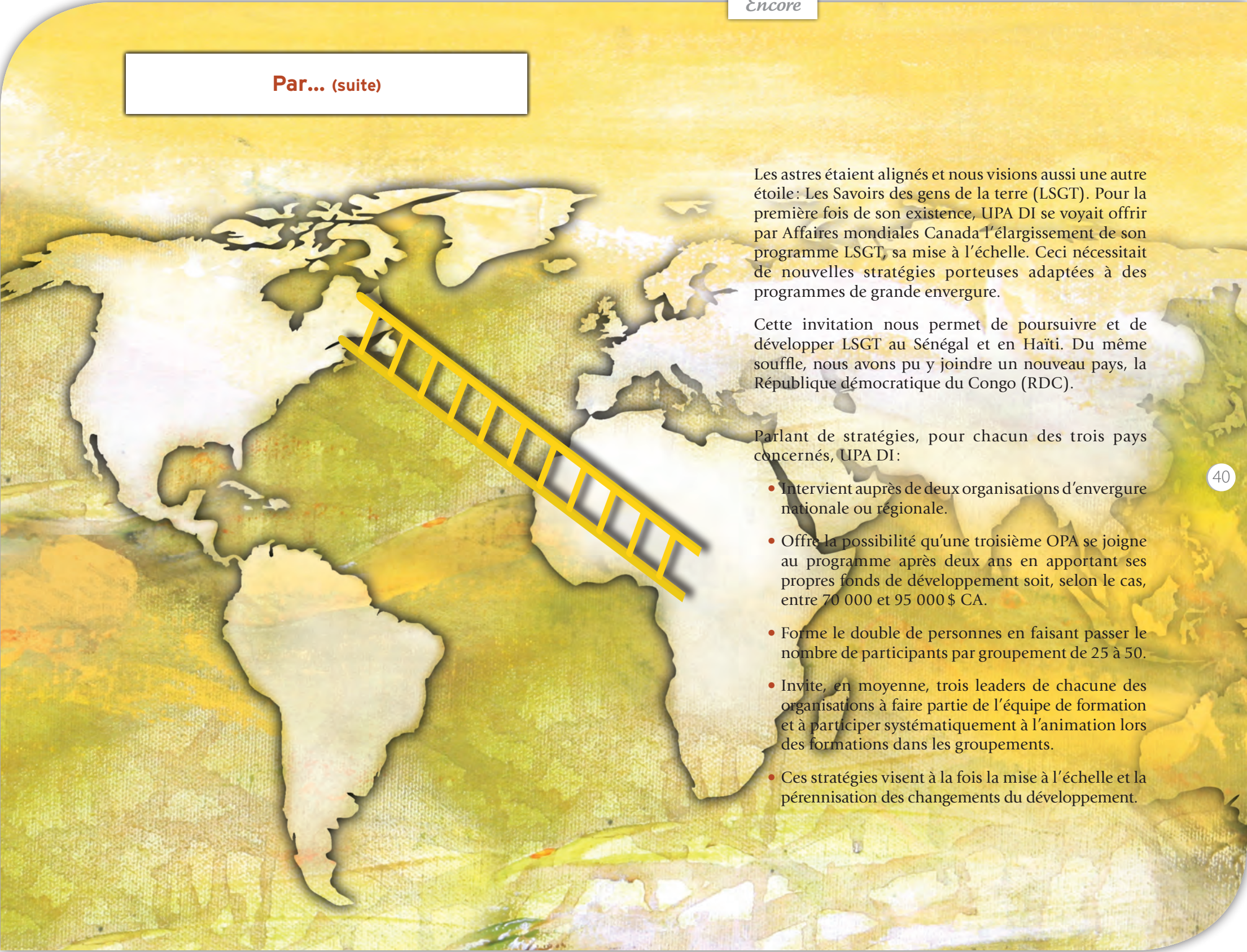
Au total, au cours des 5 prochaines années, pas moins de 315 productrices et producteurs agricoles ou conseillères et conseillers en agroalimentaire participeront activement à l'appui des OPA partenaires d'UPA DI dans au moins 6 pays. Exprimé en période de temps, cela signifie **16 034 jours** soit l'équivalent de **44 années**.



Au cours des cinq prochaines années :

- Pas moins de 215 producteurs et conseillers agricoles/agroalimentaires réaliseront, à titre de volontaires, des missions auprès de nos organisations partenaires.
- 64 représentants de ces mêmes partenaires, dont un minimum de 25 % de femmes, séjournent au Québec.
- Dans le cadre des autres interventions d'UPA DI, 90 productrices et producteurs participeront à des missions d'appui auprès de différentes organisations partenaires. Exemple : missions de formation dans le cadre de LSGT et de la collaboration avec la FAO au Maghreb.

Par... (suite)



Les astres étaient alignés et nous visions aussi une autre étoile: Les Savoirs des gens de la terre (LSGT). Pour la première fois de son existence, UPA DI se voyait offrir par Affaires mondiales Canada l'élargissement de son programme LSGT, sa mise à l'échelle. Ceci nécessitait de nouvelles stratégies porteuses adaptées à des programmes de grande envergure.

Cette invitation nous permet de poursuivre et de développer LSGT au Sénégal et en Haïti. Du même souffle, nous avons pu y joindre un nouveau pays, la République démocratique du Congo (RDC).

Parlant de stratégies, pour chacun des trois pays concernés, UPA DI:

- Intervient auprès de deux organisations d'envergure nationale ou régionale.
- Offre la possibilité qu'une troisième OPA se joigne au programme après deux ans en apportant ses propres fonds de développement soit, selon le cas, entre 70 000 et 95 000 \$ CA.
- Forme le double de personnes en faisant passer le nombre de participants par groupement de 25 à 50.
- Invite, en moyenne, trois leaders de chacune des organisations à faire partie de l'équipe de formation et à participer systématiquement à l'animation lors des formations dans les groupements.
- Ces stratégies visent à la fois la mise à l'échelle et la pérennisation des changements du développement.

En créant des alliances avec...

- AgriCord
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- L'Alliance agricole internationale (AAI)
- La Collaboration Québec-Haïti
- L'ŒUVRE LÉGER



AgriCord: une structure internationale réunissant onze organismes de coopération appartenant ou ayant un lien formel avec une organisation professionnelle agricole telle que l'UPA. AgriCord permet à ses membres de partager leurs pratiques pour ainsi raffiner leurs modes d'intervention. De plus, il offre aux partenaires des outils de haut standard ayant fait leur preuve. Enfin, AgriCord relève le défi d'un véritable travail de coopération entre partenaires du Sud, du Nord, de pays et de cultures différentes avec comme seule ambition; donner naissance à une révolution agricole réalisée sous l'égide de l'agriculture familiale.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la **FAO**, avec laquelle nous collaborons particulièrement pour permettre un véritable dialogue entre État et OPA. Au cours de la dernière année, nous avons su le faire de façon concrète et satisfaisante au Maghreb. Par contre, notre relation a une portée beaucoup plus longue. Au-delà du Niger, du Burkina Faso, du Maghreb et de l'Égypte, pays dans lesquels nous avons des contributions à notre actif, l'idée même de réunir nos expertises dans la réalisation de mandats ouvre la porte à la reconnaissance de savoir-faire capable de contribuer à un développement agricole durable par la communauté.

L'Alliance agricole internationale (AAI) est composée du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) et d'UPA DI. Elle est née de la volonté d'offrir la meilleure expertise disponible en ce qui a trait au développement de l'agriculture. Pour y parvenir, l'alliance s'appuie sur la vie associative des partenaires terrain. Elle le fait en puisant dans son expérience bâtie sur près de deux cents ans de savoir-faire agricole québécois et 125 années de coopération internationale.

Le sens de notre association avec **L'ŒUVRE LÉGER** prend sa source dans la réunion de deux valeurs complémentaires et déterminantes pour l'avenir de l'humanité, la dignité humaine et le respect de la terre. Cette alliance a donné naissance à une programmation et une collecte de fonds sous l'égide de DigniTerre. Depuis deux ans, DigniTerre est un des partenaires impliqués dans le programme d'économie sociale et solidaire.



En collaborant avec des partenaires d'intervention

- L'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU)
- Groupe d'économie sociale et solidaire du Québec (GESQ)
- Agro-Paix
- Fonds Solidarité Sud

Chacun met la main à la pâte

L'**AQANU** est une organisation non gouvernementale (ONG) québécoise composée uniquement de bénévoles répartis en comités régionaux qui se consacrent à la promotion de la solidarité internationale et du développement durable en Haïti. Disons que leur soutien à notre coopération nous oblige à utiliser nos deux mains!

Le **GESQ** est un regroupement d'organisations prônant l'économie sociale et solidaire comme modèle de développement. Son originalité repose sur le fait qu'il réunit en son sein deux générations de chercheurs ayant la même volonté de trouver des pistes de solutions innovantes. Ensemble et avec des gens de terrain, ils documentent des pratiques inspirantes susceptibles de transformer des aliments produits localement en cantine scolaire et préparés dans des cuisines collectives gérées par des femmes. Le GESQ coordonne ce groupe de recherche-action analysant les relations de partenariat Nord-Sud, Sud-Nord, dans la mise en œuvre de cette intervention dans les régions de Labrousse et Rivière Froide en Haïti.

Agro-Paix est un groupe de solidarité né en 1986 et formé essentiellement de bénévoles provenant surtout du milieu rural. La mission du groupe est de tisser des liens de solidarité avec des communautés paysannes. Depuis 2011, Agro-Paix participe à la mise en œuvre du projet d'économie solidaire en Haïti et apporte un appui financier. À ce chapitre, mentionnons une initiative fort intéressante: la tenue d'une supervente de garage annuelle permettant d'amasser, bon an mal an, 3 000 \$.



En établissant des partenariats financiers avec...

- Affaires mondiales Canada (AMC)
- Le ministère des Relations internationales du Québec (MRI)
- La Fondation internationale Roncalli
- La Fondation Louise Grenier
- La Banque mondiale
- Le Fonds international de développement agricole (FIDA)

Avoir les moyens de nos ambitions

Sous l'égide d'**Affaires mondiales Canada**, le ministère du Développement et de la Francophonie soutient financièrement plusieurs projets. À ce titre, il est le principal partenaire financier d'UPA DI. Cette dernière a toujours pu compter, à différentes échelles, sur la collaboration du gouvernement canadien pour réaliser sa programmation. Ses initiatives, qui parfois pouvaient sembler risquées, voire utopiques, pensons entre autres à LSGT en 2004, n'ont pas toutes été retenues. Cependant, elles ont à tout le moins été étudiées dans un esprit de collaboration et de coopération.

Le **MRI** est au gouvernement du Québec celui qui soutient le développement international en sensibilisant et mobilisant la population québécoise autour des enjeux de la solidarité internationale. Il est un partenaire financier stratégique d'UPA DI c'est-à-dire qu'il nous permet de réaliser des interventions moins conventionnelles et tout aussi porteuses d'espoir et de résultats. De plus, il est le principal partenaire de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dont UPA DI est membre.

La **Fondation internationale Roncalli** a été créée en 1974 par la Congrégation des Sœurs de la Providence, une communauté religieuse catholique fondée à Montréal en 1843. La mission de la fondation est de manifester la compassion et la providence de Dieu auprès des populations les plus défavorisées dans les pays en voie de développement afin de soulager la misère causée par les injustices et les cataclysmes. Cette fondation comprend non seulement les causes menant à la pauvreté, elle comprend tout autant comment elle peut faire la différence lorsqu'elle appuie un partenaire comme UPA DI.

La **Fondation Louise Grenier** a pour but d'encourager et d'appuyer financièrement des organismes de bienfaisance, reconnus au sens de la loi, qui viennent en aide au développement durable des populations des pays du Sud en soulageant la pauvreté et en améliorant l'éducation.

La **Banque mondiale** est une institution internationale soutenue par 188 pays membres créée initialement en 1944 pour aider la reconstruction des pays dévastés par la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, elle vise à soulager la pauvreté partout dans le monde en soutenant les États des pays en développement. L'Alliance agricole internationale (AAI) réalise certains projets financés par la Banque mondiale.

Le **Fonds international de développement agricole (FIDA)** est une banque d'aide au développement créée en 1977 et associée aux Nations Unies. Il a pour vocation d'appuyer financièrement, comme bailleur de fonds et organisateur, le développement agricole et rural dans les pays en développement et en transition. UPA DI obtient du financement du FIDA pour la réalisation de projets notamment en Afrique centrale et dans d'autres régions de l'Afrique à travers AgriCord.



En maintenant des liens avec des réseaux

- L'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI)
- La Coalition pour la souveraineté alimentaire

Se connaître et se reconnaître

Peut-on raisonnablement imaginer, aujourd'hui, intervenir en vase clos sans compter sur des collaborations, des alliances, des partenaires de confiance? Évidemment pas! Avancer l'idée de l'émancipation de l'agriculture familiale sans avoir en tête cette volonté de partage serait un non-sens. Le développement de la production agricole est un aspect, certes non négligeable, mais il demeure insuffisant.

Pour faire court, sans la pleine reconnaissance des fonctions de l'agriculture familiale et de celles et ceux qui exercent la profession on ne peut pas parler réellement d'émancipation.

L'occupation du territoire, les conditions de vie des exploitants agricoles, la prise en considération des dimensions environnementales ainsi que celle du bien-être animal sont tout aussi déterminantes que les volumes de production à mettre sur le marché.

Lorsque l'on dit conditions de vie, on reconnaît que les conditions de travail ne sont qu'une des facettes à prendre en considération. L'accès aux services, à l'éducation et aux soins de santé est aussi essentiel pour permettre à un être humain de s'émanciper.

L'agriculture familiale ne réfère pas uniquement à l'industrie de la production d'aliments. Elle fait appel à la dimension humaine de l'activité agricole. L'éman-

icipation de l'agriculture familiale repose donc sur la capacité de permettre l'émancipation des personnes qui gravitent autour de l'exploitation.

En ce sens, nos relations sont une absolue nécessité pour atteindre notre objectif.

L'AQOCI, créée en 1976, regroupe 67 organismes québécois qui œuvrent à l'étranger et localement pour un développement durable et humain, pour faire la différence. Elle porte notamment un des projets longtemps caressés par UPA DI, celui de créer un levier financier québécois. Ceci afin d'être en mesure de jouer un rôle dynamique auprès de partenaires dans les pays en développement ayant besoin de couverture en matière de financement. Le FISIQ, c'est ainsi que l'on nomme ce fonds en devenir, fait l'objet d'un vaste chantier permettant de mettre en place ses fondations.

La pertinence pour UPA DI de participer à la **Coalition pour la souveraineté alimentaire** ne tient pas uniquement à la noblesse du concept. Il s'agit, d'abord et avant tout, d'une manière d'agir permettant de mieux répartir l'assiette alimentaire. En commençant par remplir le panier de chaque citoyen du monde par des aliments de son milieu, un nouvel équilibre trouvera son sens partout sur la planète.



Tableau des partenaires du bas jusqu'au haut de l'échelle

La mission d'UPA DI est de soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de commercialisation des produits agricoles et toute autre initiative structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement.

PAYS	PARTENAIRES	PROJETS / ACTIVITÉS	AXES D'INTERVENTIONS				
			Appui aux politiques favorisant l'égalité des chances	Appui à l'agriculture familiale et aux actions agroenvironnementales	Conception et développement d'outils financiers	Renforcement des réseaux	Rapprochement des productrices et des producteurs
Afrique	Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC)	Appui à la plateforme avec le Fonds international de développement agricole (FIDA)	X	X	X	X	
	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	Maintien des liens				X	X
	Afrique du Nord. Plus spécifiquement avec : i) l'Union maghrébine des associations ovines et caprines (UMAOC); ii) l'Union maghrébine de l'apiculture (UMAPI); iii) la Plateforme maghrébine de la pêche artisanale et durable (PMPAD); iv) l'Union maghrébine des éleveurs de bovins (UMAEB)	Renforcement des capacités des différents acteurs par des ateliers de formation ainsi que de la formation de formateurs avec l'appui et la collaboration de la FAO	X	X		X	X
Bénin	Union des groupements des agriculteurs du Mowossokpo (UGAM)	Appui à la commercialisation collective du maïs et du manioc avec AgriCord et le Groupement des exploitants agricoles du Bénin (GEA)	X	X	X	X	X
Burkina Faso	Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM)	Appui au développement de la commercialisation des semences certifiées avec AgriCord	X	X	X	X	X
Canada	Terre de chez nous	24 chroniques <i>Terres à Terres</i> par année et couverture médiatique de divers événements ou dossiers					X
	Fédération de l'UPA de la Gaspésie-Les Îles	Accaparement des terres				X	X
	Les Éleveurs de porcs du Québec et Aliments du Québec	Responsables du déjeuner DigniTerre des grands honneurs lors du Congrès annuel de l'UPA				X	X
	L'Union des producteurs agricoles (UPA)	En plus des divers groupes affiliés précédemment nommés, l'UPA apporte différents types d'appui selon la nature des interventions d'UPA DI				X	X
El Salvador	Central cooperativa agropecuaria (CCA)	Appui à la production laitière et à la mise en marché du lait et de la canne à sucre avec Les Producteurs de lait du Québec et AgriCord	X	X	X	X	X
Haïti	La Fondation pour le développement économique et social (FODES-5)	Économie sociale et solidaire : cuisines collectives et cantines scolaires avec le ministère des Relations internationales du Québec (MRI) et Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) avec Affaires mondiales Canada		X		X	X
	La Fédération des producteurs agricoles pour le développement économique et social (FOPADES)	Économie sociale et solidaire : cuisines collectives et cantines scolaires avec le ministère des Relations internationales du Québec (MRI) et Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) avec Affaires mondiales Canada	X	X	X	X	X
	EPPMPH (Encadrement des petits paysans des Mornes et des Plaines en Haïti)	Économie sociale et solidaire : cuisines collectives et cantines scolaires avec le ministère des Relations internationales du Québec (MRI) et Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) avec Affaires mondiales Canada et l'AQANU	X	X	X	X	X
	CEDI Village de l'Espoir	Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) avec Affaires mondiales Canada	X	X	X	X	X
	L'Union des coopératives caféières de Baptiste (UCOCAB)	Appui à la filière café avec le Fonds de Solidarité Sud, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et Café nOula	X	X		X	X
Mali	Faso Jigi	Accroître la performance de l'activité de commercialisation du riz, des céréales sèches et des échalotes	X	X	X	X	
	16 Organisations paysannes commercialisant des produits agricoles	Feere Diyara avec Affaires mondiales Canada (AMC) et l'Alliance agricole internationale (AAI). Appui aux OP dans le développement ou la consolidation de leurs services collectifs de nature économique par le renforcement des capacités des membres et le financement d'équipements et d'infrastructures postérieures		X	X	X	
RDC	Confédération paysanne du Congo (COPACO)		X	X		X	X
	Chaîne de solidarité et d'appui aux actions de développement durable (CHASAADD)	Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) avec Affaires mondiales Canada		X		X	
Sénégal	Fédération des périmètres autogérés (FPA)		X	X	X	X	X
	Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM)		X	X	X	X	X
	FECPAB (Fédération des groupements associés des paysans de Baol)		X	X	X	X	X
	FPMN (Fédération des producteurs maraîchers des Niayes)	Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) avec Affaires mondiales Canada ainsi que Bey Dunde, également avec Affaires mondiales Canada et l'Alliance agricole internationale (AAI)	X	X	X	X	X
	FONGS (Fédération des ONG du Sénégal)		X	X		X	
	Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA)		X	X	X	X	X
	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)		X	X		X	X

Au Canada, en plus des organisations mentionnées dans ce tableau, UPA DI collabore avec plusieurs autres partenaires : la Collaboration Québec-Haïti, Agro-Paix, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), le Fonds Solidarité Sud, la Fondation internationale Roncalli, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et autres. Elle collabore également avec des partenaires sur la scène internationale : AgriCord, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), la Banque mondiale et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

Rappelons que l'Alliance agricole internationale (AAI) est formée, en plus d'UPA DI, du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI). L'ŒUVRE LÉGER et UPA DI forment une coalition.

Artisanes et artisans nous permettant de changer d'échelle

Conseil d'administration

- Marcel Groleau, président
- Richard Maheu, vice-président
- Hervé Dancause, administrateur
- Gib Drury, administrateur
- Bruno Letendre, administrateur
- Luc Morin, administrateur
- Raymonde Plamondon, administratrice
- Normand Roy, administrateur
- Rémy Trudel, administrateur

Équipe du personnel

Au Québec

- André D. Beaudoin, secrétaire général
- Hélène Jollette, secrétaire générale adjointe
- Isabelle Daoust, directrice programmes, finances et administration
- Paul Langelier, directeur de la formation et des communications
- Martin Couture, chargé de programmes et responsable du développement d'affaires
- Gaëtane Fournier, agente de formation et d'information
- Hugo Beauregard-Langelier, chargé de programmes
- Jacob Hamel-Jollette, agent de projets
- Tamari Langlais, agente de formation et d'information
- Marie-Julie Ménard, agente de projets
- Véronique Lalande, chargée de projet, Direction communications et vie syndicale et UPA DI
- Fabrice Larue, agent de projets
- Mélanie Morel, agente de projets
- Élisabeth Viens, agente de projets
- Yannick N'Guessan, comptable
- Julie Comeau, agente d'administration
- Linda Blouin, technicienne administrative
- France Morin, technicienne administrative
- Myriam Payant, technicienne administrative
- Carole Richard, secrétaire
- Astrid Escoto, secrétaire
- Dominique Pothier, secrétaire

À l'étranger

- Normand Jacob, directeur projet Feere Diyara – Mali pour l'Alliance agricole internationale



Artisanes et artisans nous permettant de changer d'échelle (suite)

Consultants

- Claude Giles
- Pierre Jobin
- Jean-Luc Poirier

Producteurs et conseillers experts Entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016

- Claude Barnabé Maghreb et Mali

Dans le cadre du programme Réseau Agro-Innov

- Miranda Ho Sénégal
- Élisabeth Vachon El Salvador, CCA
- Harry Angrand Haïti, FODES-5/FOPADES
- Maude Jolicoeur Haïti, CEDI-VE
- Serge Charron Sénégal, UGPM
- Jean-Claude Parenteau Sénégal, UGPM
- Daniel Morin Sénégal, FPA
- Colette Schwartz Sénégal, CIFA
- Marie-Christine Brière Sénégal, FPA
- Jean-Christophe Stefanovich Haïti, UCOCAB
- Michel Gendreau Haïti, UCOCAB
- Véronique Bisaillon Haïti, UCOCAB
- Christine Boisclair Haïti, UCOCAB
- André Vanasse Haïti, UCOCAB
- Pierre Boisclair Haïti, UCOCAB
- Stéphanie Tourillon-Gingras Haïti, ÉSS
- Marise Labrie Haïti, CEDI-VE
- Yvan Raïche Haïti, CEDI-VE

Fédération régionale Gaspésie- Les Îles - Fermes hôtes au Québec

- Michèle Poirier et Martin Poirier
- Arthur Blais et Francine Pelletier,
Ferme Blais
- Sylvain Arbour et Manon Lelièvre,
Bergerie du Margot
- Éric Guité,
Bergerie L'Agneau de la Baie
- Normand Barriault, Ferme Baderi et
- Marcel Landry, Ferme Jardins de Nicolas
- Christian Côté,
Serres Jardins Nature
- Rodrigue Leblanc et Linda Plourde,
Ferme du Bovirève
- Carole Chartier,
Le Potager



À tous les paliers de l'échafaudage

À la composition

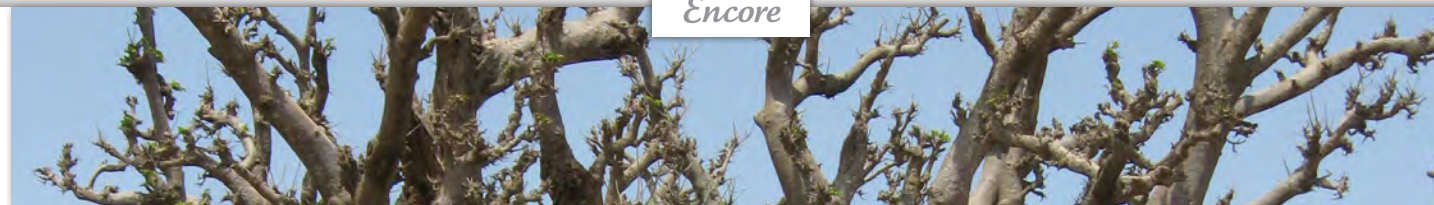
- André D. Beaudoin
- Claude Giles
- Paul Langelier

À la rectitude

- Carole Richard
- Dominique Pothier

À la mise à l'échelle continue de l'embellissement visuel par un graphisme imaginaire et artistique

- Ginette Morneau,
Versicolore desing inc.



Post-scriptum

Changer d'échelle

Rien ne sert de changer d'échelle si les points d'appui ne sont pas solides. Qu'elle soit en bois ou en composite, télescopique ou même ultramoderne et munie d'une télécommande, le plus important est que ses assises lui permettent une grande stabilité. Plus on veut prendre de la hauteur, plus le principe devient indéniable.

Au sens figuré, il ne peut en être autrement. Le concept « mettre à l'échelle » doit forcément reposer sur une base solide. Plus on vise haut, plus on doit élargir le socle sur lequel repose notre volonté d'agir. Il est vrai que pour faire vite, parfois la grande échelle reposant sur ses deux pattes peut sembler la solution. Toutefois, il suffit d'un terrain moins stable qu'imaginé ou encore d'un vent changeant de direction et la chute peut s'avérer non seulement brutale, mais carrément fatale en pareille circonstance.

Changer d'échelle peut aussi vouloir dire qu'on a besoin d'une autre dimension, besoin d'un produit qui nous permet de couvrir plus large. L'échafaudage peut s'avérer intéressant. En effet, il peut se déployer sur de grandes surfaces tout autant qu'en hauteur. En fait, il est très utilisé dans les grandes constructions.

Au fil des ans, UPA DI a su ériger cette dimension. Échafauder des plans, mettre en œuvre, prendre de la hauteur à mesure que le chantier progresse. Notre rapport avec l'échelle réfère davantage à l'urgence d'agir avec son côté plus téméraire dans les situations l'exigeant. L'échafaudage demande plus de temps de préparation. Cependant, une fois installé, il permet des gains d'efficacité. Dans la coconstruction avec nos partenaires terrain, cette structure à paliers nous apparaît plus efficiente, plus propice aux grandes réalisations, aux avancées plus que significatives.

Échafauder un projet, un programme, un changement de paradigmes, ne peut pas se faire sur un coup de dé surtout en « dé »veloppement!





Mettre à l'échelle...
vous voyez ce que je veux dire...

Photo d'équipe UPA DI

L'ordre dans lequel nous vous présentons les personnes de l'équipe UPA Développement international est tout à fait aléatoire...

Paul Langelier, Julie Comeau, Carole Richard, Martin Couture, Myriam Payant, Linda Blouin, France Morin, Fabrice Larue, André D. Beaudoin, Yannick N'Guessan, Dominique Pothier, Hugo Beauregard-Langelier, Jacob Hamel-Jolette, Isabelle Daoust, Marie-Julie Ménard, Hélène Jolette, Astrid Escoto, Mélanie Morel, Véronique Lalande et Gaëtane Fournier.

Absents de la photo : Normand Jacob et Tamari Langlais

Pour tout commentaire

UPA Développement international (UPA DI)

555, boul. Roland-Therrien, bureau 020

Longueuil (Québec) J4H 4E7

Téléphone: 450 679-0540, poste 8844

ou 450 679-0530 pour l'extérieur du pays

Télécopieur: 450 463-5202

Courriel: upadi@upa.qc.ca

Pour complément d'information,
visitez notre site: www.upadi-agri.org

